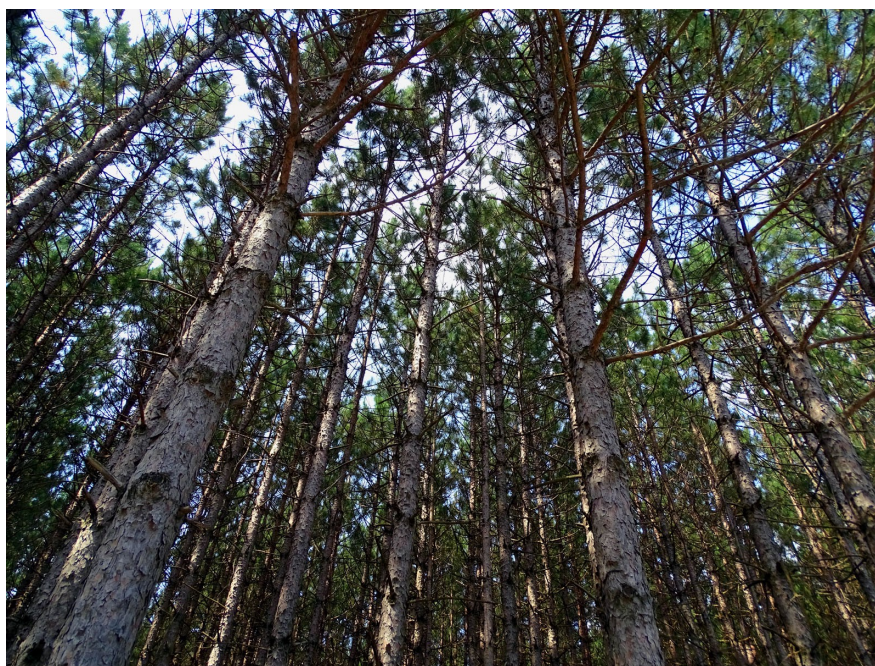


JEUDI 10 MARS 2016

"Puisque chaque dollar détruit l'environnement, dépenser de l'argent pour protéger l'environnement n'a aucun sens."

Nyouz2dés

- = **Pourquoi la mondialisation atteint ses limites** (Gail Tverberg) P.2
- = **Vous plaisantez j'espère ? Les exportations chinoises ont plongé de 25,4 % par rapport à l'an dernier !** (Michael Snyder) p.11
- = **ALERTE: l'effondrement des banques italiennes menace de faire plonger dans le chaos le système financier européen** (Michael Snyder) p.15
- = **Les grands gagnants de l'endettement** p.21
- = **Liquidation imminente** (Hugo Salinas Price) p.27
- = **La Chine enflamme le marché de l'acier** (Bill Bonner) p.28
- = **Première vraie rébellion contre la kleptocratie** (Simone Wapler) p.30
- = **2016 : une année déjà perdue pour la croissance mondiale** (Nouriel Roubini) p.32
- = **Pourquoi l'économie mondiale ne redémarre pas** (Joseph Stiglitz) p.35
- = **La croissance ralentit dans l'OCDE document** (Bruno Bertez) p.37
- = **Fort ralentissement du commerce international en 2015 a indiqué mercredi la Banque mondiale** p.38
- = **Fitch Ratings abaisse ses prévisions de croissance mondiale en 2016, à 2,5 %** p.39
- = **Plus de 202 milliards de créances douteuses de banques en Italie** p.40
- = **« Pour le Brexit 45 %, la banque d'Angleterre se prépare ! Et vous ? »** (Charles Sannat) p.41
- = **Rupture...** (Patrick Reymond) p.45
- = **Intérêts négatifs : du déposant au contribuable ?** (Bruno Colmant) p.47
- = **Assistons-nous au déclin de la mondialisation?** (Audrey Duperron) p.48
- = **Les riches méritent ils leur fortune?** (Bruno Bertez) p.51
- = **LA "REPRISE" ÉCONOMIQUE EN IMAGES** p.53
- = **Jamais le bois ne pourra remplacer les énergies fossiles** p.55



Jamais le bois ne pourra remplacer les énergies fossiles

Photo: J-P L. 2015

Pourquoi la mondialisation atteint ses limites

Par Gail Tverberg – Le 1er mars 2016 – Source [Our Finite World](#)

Publié par: Le Saker Francophone

Nous avons vécu dans un monde de mondialisation rapide, mais cela ne signifie pas que nous pouvons nous attendre à continuer indéfiniment.

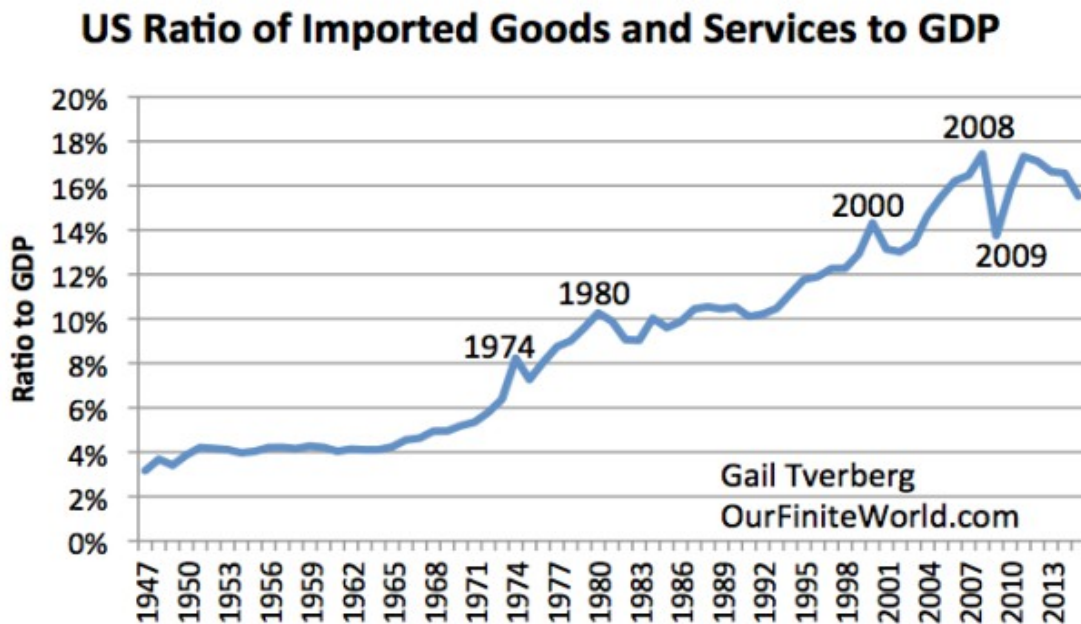


Figure 1. Ratio des marchandises et services importés par rapport au PIB. Sur la base des données FRED pour IMPGS.

Chaque fois que les biens et services importés commencent à augmenter rapidement en pourcentage du PIB, ces importations semblent baisser immédiatement après, généralement dans une période de récession. La hausse du coût des importations semble avoir un impact négatif sur l'économie. (Les importations que je montre sont les importations brutes, plutôt que les importations nettes des exportations. J'utilise les importations brutes, parce que les exportations américaines ont tendance à être d'une autre nature que les importations aux États-Unis. Les importations américaines comprennent de nombreux produits à forte main-d'œuvre ajoutée, tandis que les exportations ont tendance à être des produits tels que les productions agricoles et les films de cinéma, qui ne nécessitent pas beaucoup de main d'œuvre aux États-Unis.)

Récemment, les importations américaines semblent être en panne. Une partie de cette baisse reflète l'impact de la flambée de la production de pétrole aux États-

Unis, et de ce fait, une baisse des besoins en pétrole importé. La figure 2 montre l'impact de la suppression des importations de pétrole par rapport aux valeurs de la figure 1.

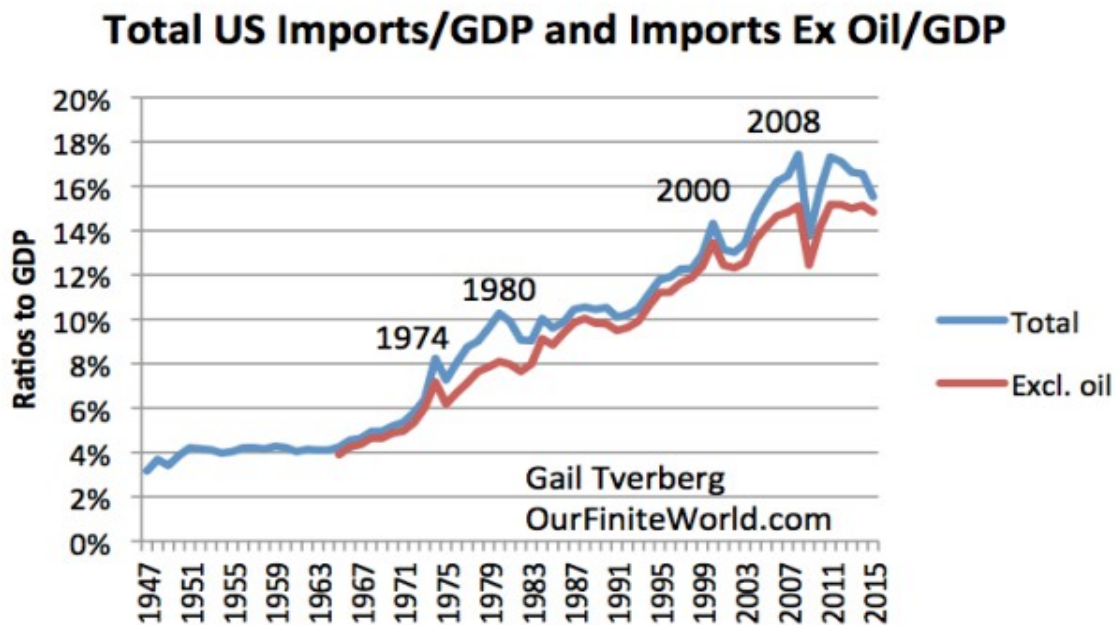


Figure 2. Total des importations américaines de biens et services, ce total excluant les importations de pétrole brut, en tant que pourcentage du PIB. [Importations de pétrole brut](#)

Si nous regardons la période de 2008 à aujourd'hui, il y a clairement eu un grand plongeon des importations au moment de la Grande Récession. En dehors de cette chute ponctuelle, les importations américaines ont à peine suivi la croissance du PIB depuis 2008.

Pensons à la situation du point de vue des pays en développement, qui veulent augmenter la quantité de produits qu'ils vendent aux États-Unis. Tant que les importations américaines ont été en croissance rapide, la demande pour les biens et services que ces pays en développement essayaient de vendre augmentait de plus en plus rapidement. Mais une fois que les importations américaines ont stagné en pourcentage du PIB, il est devenu beaucoup plus difficile pour les pays en développement de *développer* leurs exportations vers les États-Unis.

Je n'ai pas fait d'analyse approfondie en dehors des États-Unis, mais sur la base des tendances récentes de croissance économique très faible pour le Japon et l'Europe, je m'attendrais à ce que la croissance des importations pour ces zones subisse également un ralentissement. De fait, les [données de l'Organisation mondiale du commerce](#) pour le Japon, la France, l'Italie, la Suède, l'Espagne et le Royaume-Uni semblent montrer un ralentissement récent des importations de marchandises par ces pays.

Si cette absence de croissance de la demande par un certain nombre de pays industrialisés continue, elle constituera un sérieux frein à la croissance des exportations des pays en développement.

D'où vient la demande d'importations ?

La plupart des produits et services que nous importons ont un impact négatif sur les salaires américains. Par exemple, si nous importons des vêtements, des jouets et des meubles, ces importations suppriment directement les emplois qui fabriquent des produits similaires aux États-Unis. De même, la délocalisation des travaux de programmation et les emplois des centres d'appels externalisés vers les pays à faible coût réduisent le nombre d'emplois disponibles aux États-Unis. Lorsque les prix du pétrole américain ont augmenté dans les années 1970, nous avons commencé à importer des voitures compactes en provenance du Japon. La substitution par des voitures japonaises de voitures fabriquées en Amérique a également conduit à une perte d'emplois aux États-Unis.

Même si un emploi n'est pas directement perdu, la compétition avec les pays à bas salaires tend à contenir les salaires. Au fil du temps, les salaires américains ont eu tendance à baisser en pourcentage du PIB.

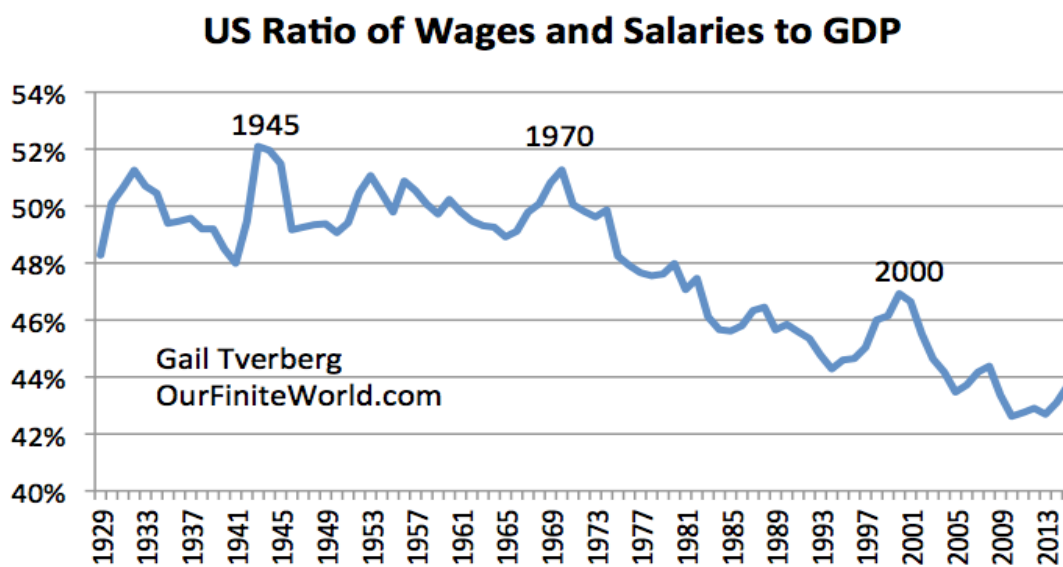


Figure 3. Ratio des salaires américains dans le PIB, sur la base des informations du Bureau of Economic Analysis.

Un autre phénomène qui a tendance à se produire est une plus grande disparité des salaires. En partie, cette disparité représente la pression sur les salaires des personnes occupant des emplois qui pourraient facilement être externalisés vers un pays à bas salaires. En outre, les salaires des dirigeants ont tendance à augmenter, du fait que les entreprises s'internationalisent. En conséquence, les revenus du top

10% ont eu tendance à augmenter depuis 1981, alors que les salaires des 90% inférieurs ont stagné.

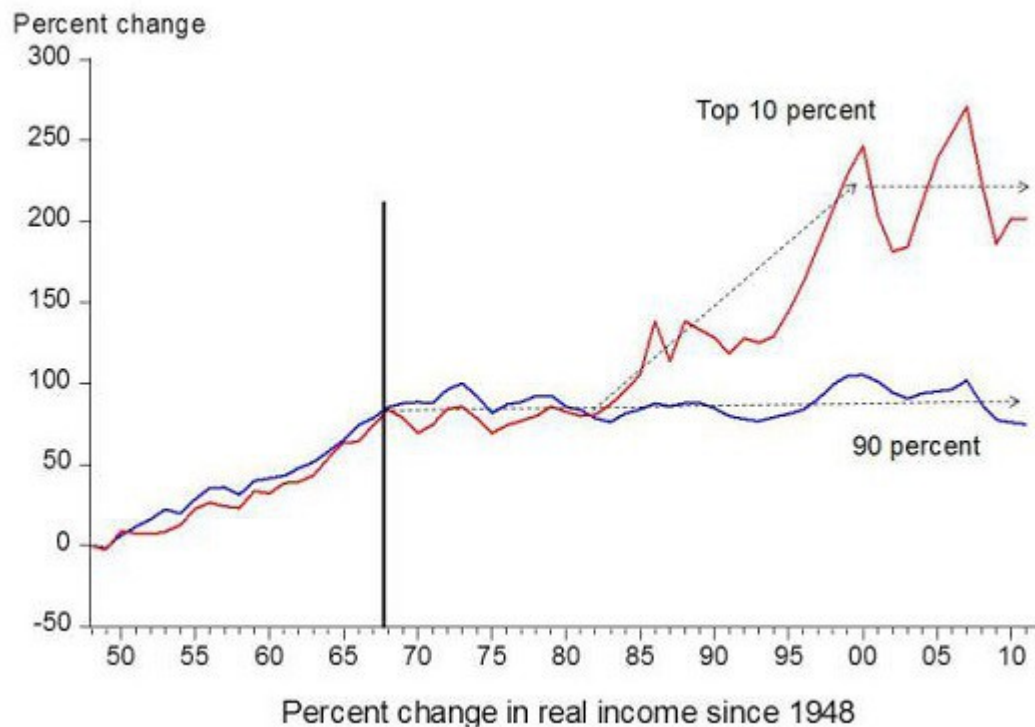


Figure 4. Graphique par l'économiste Emmanuel Saez basé sur une analyse des données de l'IRS, publié dans *Forbes*.

Si les salaires de la plupart des travailleurs sont à la traîne, comment est-il possible de permettre l'accroissement des importations? Je dirais que ce qui est arrivé dans la pratique est l'utilisation de plus en plus courante de la dette. Si les salaires des travailleurs américains avaient augmenté rapidement, peut-être ces salaires plus élevés auraient-ils permis aux travailleurs de payer la quantité accrue de marchandises importées. Avec des salaires à la traîne, la dette croissante a été utilisée comme un moyen d'acquiescer des biens et services importés.

Dans la mesure où le dollar américain était la monnaie de réserve mondiale, cette augmentation de la dette n'a pas eu un impact négatif sérieux sur l'économie. En fait, il y a quelques années quand les prix du pétrole étaient plus élevés qu'ils ne sont aujourd'hui, le recyclage des pétrodollars a contribué à maintenir la demande de Bons du Trésor américain, comme les États-Unis empruntaient des quantités croissantes d'argent pour acheter du pétrole et d'autres produits. Ce processus a contribué à maintenir des coûts d'emprunt bas pour les États-Unis.

US Increase in Debt/ GDP and Imports/ GDP

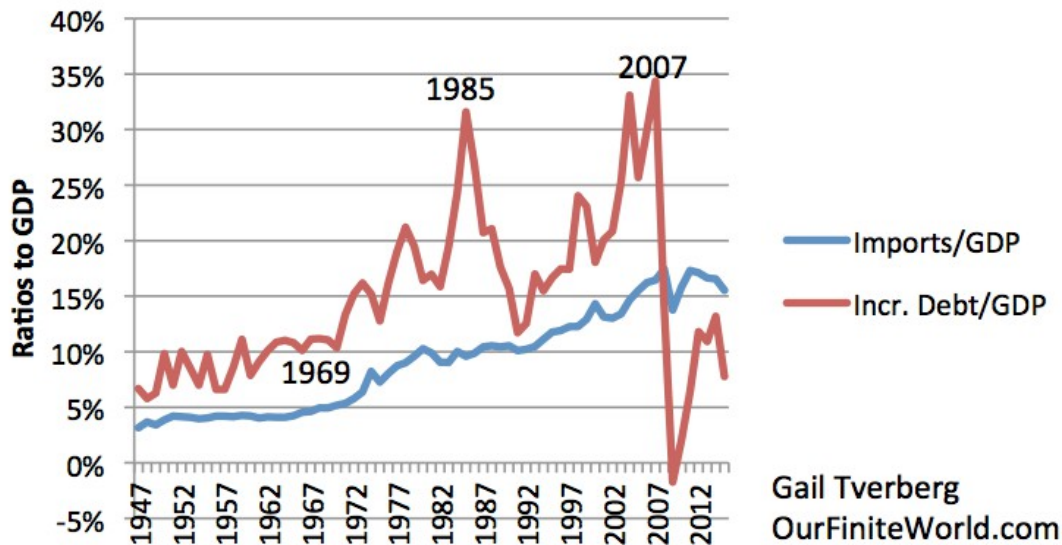


Figure 5. Augmentation du ratio dette sur PIB et du ratio importations sur PIB aux États-Unis. Les deux à partir de données FRED: TSMDO et IMPGS.

Le problème, cependant, est qu'à un moment donné, il devient impossible d'élever le niveau de la dette plus avant. Le ratio de la dette au PIB devient ingérable. Les consommateurs, parce que leurs salaires ont été plafonnés par la concurrence mondiale avec des bas salaires, ne peuvent pas se permettre de continuer à ajouter plus de dette. Les entreprises constatent que la faible croissance des salaires aux États-Unis empêche la demande d'augmenter. En raison de cette croissance lente de la demande, les entreprises ne sollicitent pas beaucoup de prêts supplémentaires pour développer leurs entreprises non plus.

Les prix des marchandises sont extrêmement sensibles à la baisse de la demande

Les produits de base, par leur nature, sont des choses que nous utilisons beaucoup. Il est généralement difficile de stocker beaucoup de ces produits. En conséquence, l'équilibre entre l'offre et la demande est facilement rompu. À cause de cela, les prix fluctuent largement.

La demande permet vraiment de mesurer si les produits sont à un prix abordable. Si les salaires sont à la traîne, alors une augmentation de la dette (par exemple, pour acheter une nouvelle maison ou une nouvelle voiture) peut se substituer à un manque d'économies sur les salaires. Malheureusement, de telles augmentations de la dette n'ont pas été constatées récemment. Nous avons vu dans la figure 5, ci-dessus, que la croissance récente de la dette des États-Unis marque le pas. Si de très nombreux pays se retrouvent avec des salaires qui augmentent lentement, et

une dette qui n'augmente pas beaucoup non plus, alors la demande pour des produits de base peut facilement tomber à un niveau inférieur à l'offre. Dans un tel cas, les prix des matières premières ont tendance à chuter en-dessous du coût de production, soit exactement le problème que le monde a connu récemment. Le problème a commencé dès 2012, mais a été particulièrement aigu l'an dernier.

La façon dont les gouvernements de plusieurs pays ont tenté de corriger la stagnation de la croissance économique a été de lancer un programme appelé Quantitative Easing (QE). Ce programme produit des taux d'intérêt très bas. Malheureusement, le QE ne fonctionne pas vraiment comme prévu pour les matières premières. Le QE tend à augmenter l'offre de produits de base, mais il n'augmente pas la demande pour les matières premières.

Le QE augmente l'offre de produits car les investisseurs avides de rendement sont prêts à verser de grandes quantités de capitaux dans des projets, dans l'espoir que les prix des produits de base augmenteront suffisamment pour que les investissements soient rentables ; en d'autres termes, que les investissements dans des actions seront rentables et que la dette pourra être remboursée avec intérêt. Un exemple important de cette poussée pour la production après QE a commencé en 2008, c'est la croissance rapide de la production des *liquides* aux États-Unis, en grande partie grâce à l'extraction à partir de formations de schiste.

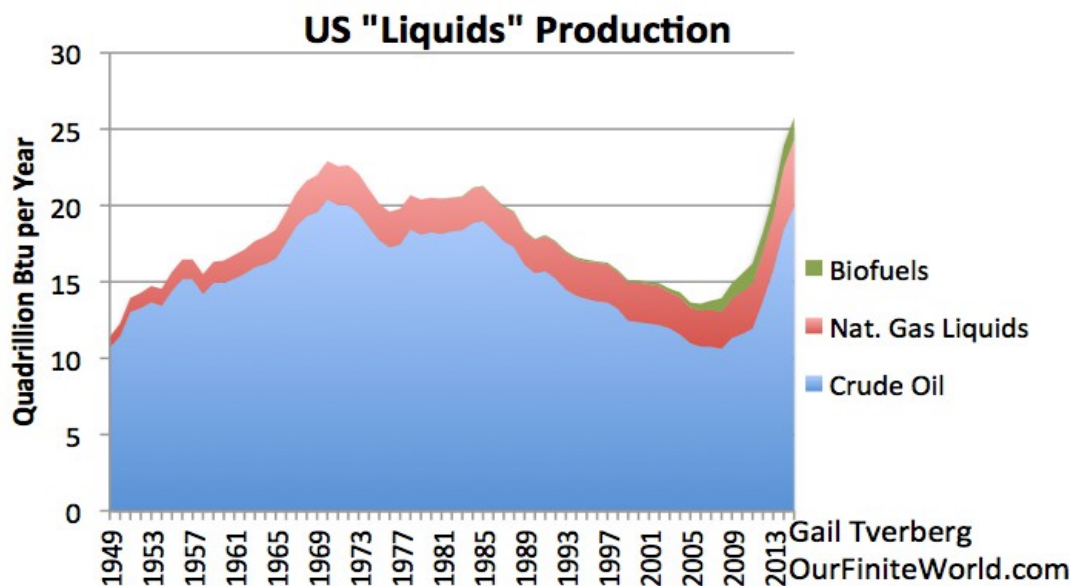


Figure 6. La production américaine de pétrole et autres liquides, sur la base des données de l'EIE. Les données disponibles sont à Novembre, mais montant indiqué est une estimation de l'année complète.

Comme nous l'avons vu dans la figure 5, les taux d'intérêt ultra-bas n'ont pas réussi à encourager une reprise de la dette en général. Ces faibles taux n'ont pas non plus réussi à augmenter les dépenses en capital des États-Unis (figure 7). En

fait, même avec tous les investissements récents liés aux gaz et pétroles de schiste, l'investissement en capital reste faible par rapport à ce à quoi nous nous attendrions en fonction des modèles d'investissement passés.

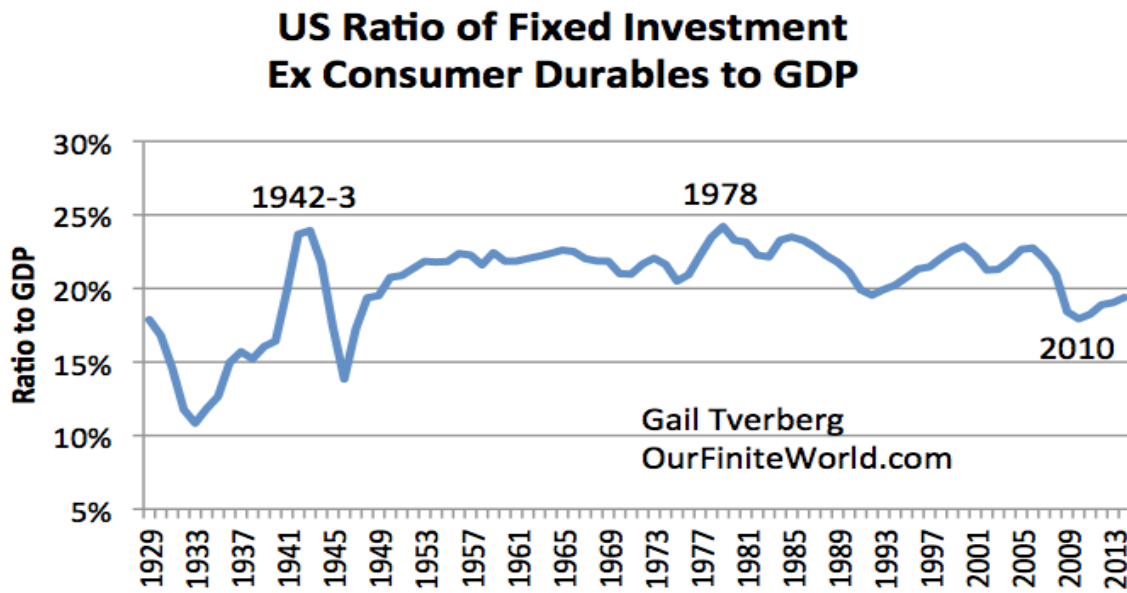


Figure 7. Investissements US fixes (usines, équipements, écoles, routes) hors biens de consommation durables, comme ratio au PIB. D'après données du US Bureau of Economic Analysis.

Au lieu de cela, les bas salaires qui résultent de la mondialisation, sans d'énormes augmentations de la dette, ne permettent pas de maintenir les prix des matières premières à un niveau suffisamment élevé. Les travailleurs, avec leurs bas salaires, retardent l'établissement de leurs propres ménages, et n'ont donc pas besoin d'un appartement ou d'une maison séparée. Ils peuvent également être en mesure de partager un véhicule avec d'autres membres de la famille. En raison de l'inadéquation entre l'offre et la demande, les prix des matières premières de toutes sortes ont été en baisse. Les prix du pétrole, figurant sur la figure 9, ont été en baisse, mais les prix pour le charbon, le gaz naturel et le gaz naturel liquéfié sont également en baisse. La production pétrolière est légèrement en hausse sur une base mondiale, mais pas d'une quantité qui aurait été difficile à absorber dans les années 1960 et 1970, lorsque les prix étaient beaucoup plus faibles.

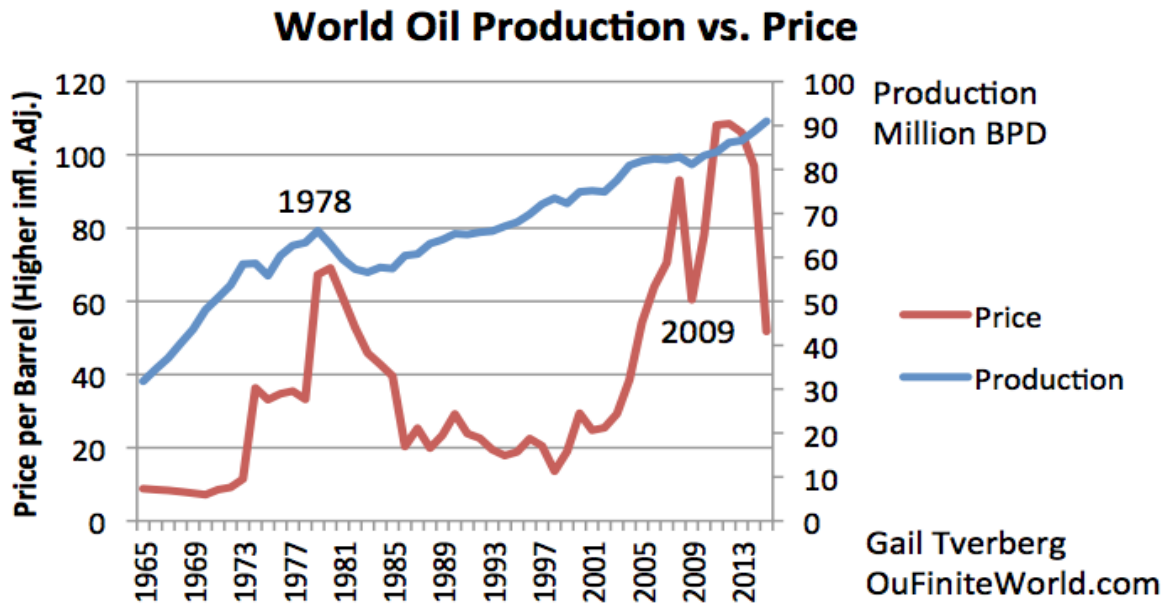


Figure 9. La production mondiale de pétrole et le prix. La production est basée sur BP, plus l'estimation de l'auteur pour 2016. Les prix du pétrole historiques sont calculés en fonction d'un taux plus élevé que d'habitude pour l'inflation récente, en supposant que la vue [ShadowStats](#) de l'inflation est correcte.

Les pays en développement sont souvent exportateurs de matières premières

Les pays en développement peuvent être grandement affectés si les prix des produits de base sont faibles, car ils sont souvent exportateurs de matières premières. Un premier problème est évidemment la compression des salaires, s'il devient nécessaire de réduire la production. Un deuxième problème concerne les recettes fiscales que ces exportations génèrent. Sans ces recettes, il est souvent nécessaire de réduire le financement des programmes tels que la construction de routes et d'écoles. Cela conduit à encore plus de pertes d'emploi ailleurs dans l'économie. La combinaison de la perte de salaire et de la perte fiscale peut rendre difficile le remboursement des prêts.

De toute évidence, si les prix des produits de base persistent à leur bas niveau actuel, cela constitue une autre limite à la mondialisation.

Conclusion

Nous avons identifié deux limites différentes à la mondialisation. L'une d'elles a à voir avec des limites sur la quantité de biens et services que les pays développés peuvent absorber avant que ces importations ne perturbent indûment les économies locales, soit par la perte d'emplois, soit à travers un besoin de dette supérieur à ce que les pays développés peuvent gérer. L'autre limite est atteinte en

raison de la sensibilité de nombreux pays en développement par rapport aux prix des matières premières, parce qu'ils sont des exportateurs de ces produits.

Bien sûr, il y a également d'autres questions. La Chine a découvert que si son charbon est brûlé en grande quantité, il est très polluant et devient un problème pour cette raison. La Chine a commencé à réduire sa consommation de charbon, en partie à cause des problèmes de pollution.

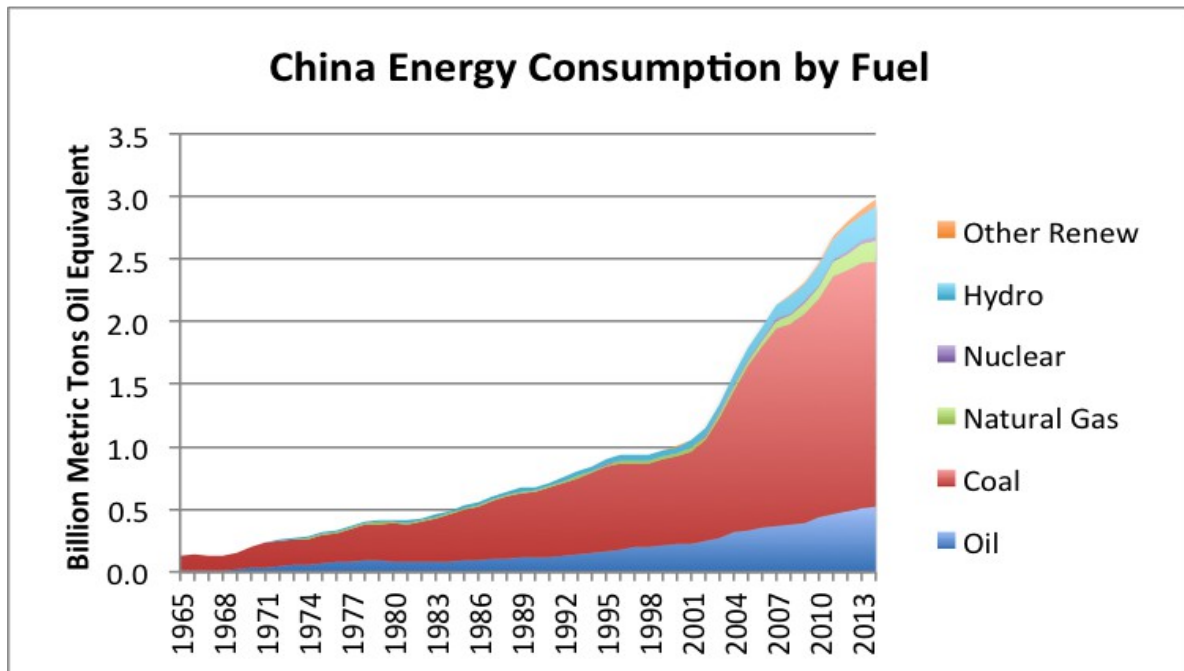


Figure 10. La consommation d'énergie en Chine en fioul, sur la base des données de BP Statistical Review of World Energy 2015.

Il y a beaucoup d'autres facteurs limitatifs. L'eau douce est un problème majeur, dans une grande partie du monde en développement. L'ajout de plus de personnes et de plus d'industries ne fait qu'aggraver la situation.

Un problème avec la mondialisation est une tendance à long terme pour déplacer la production manufacturière vers des pays aux normes toujours plus basses de plusieurs façons : contrôle de la pollution toujours plus bas, normes de sécurité toujours plus basses pour les travailleurs et des salaires toujours plus bas et moins d'avantages pour les travailleurs. Cela signifie que le monde devient un endroit toujours pire pour travailler et vivre, et les travailleurs dans le système sont de moins en moins en mesure de se permettre d'acquérir les productions du système. Le manque d'acheteurs pour les productions du système rend de plus en plus difficile le maintien des prix des produits de base à un niveau suffisamment élevé pour assurer leur production à terme.

Le point final logique, même au-delà de la mondialisation, est que l'automatisation et les robots effectuent presque toute la production. Bien entendu,

si cela se produit, il n'y aura plus personne pour acheter les productions du système. Est-ce que ce ne sera pas un problème?

Des salaires adéquats sont essentiels pour faire fonctionner n'importe quel système. Comme le système actuel a tendu de plus en plus vers la mondialisation, les politiciens ont eu tendance à se concentrer de plus en plus sur les besoins des entreprises et des gouvernements, et moins sur les besoins des travailleurs. À un certain point, le manque d'acheteurs pour les productions du système aura tendance à mettre l'ensemble du système à terre.

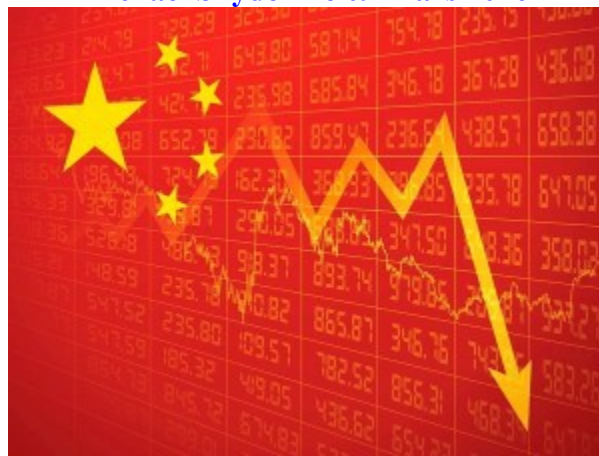
Ainsi, à un moment donné, la tendance à la mondialisation et à l'automatisation doit cesser. Nous avons besoin d'acheteurs pour les productions du système, ce qui est précisément à l'opposé de la direction dans laquelle le système est orienté. Si un moyen n'est pas trouvé pour réparer le système, il finira par s'effondrer. Au minimum, la tendance à l'augmentation des importations prendra fin, si elle ne l'a pas déjà fait.

Gail Tverberg

Traduit par Stéphane, vérifié par Ludovic, relu par Diane pour le Saker Francophone

Vous plaisantez j'espère ? Les exportations chinoises ont plongé de 25,4 % par rapport à l'an dernier !

Michael Snyder Le 09 Mars 2016



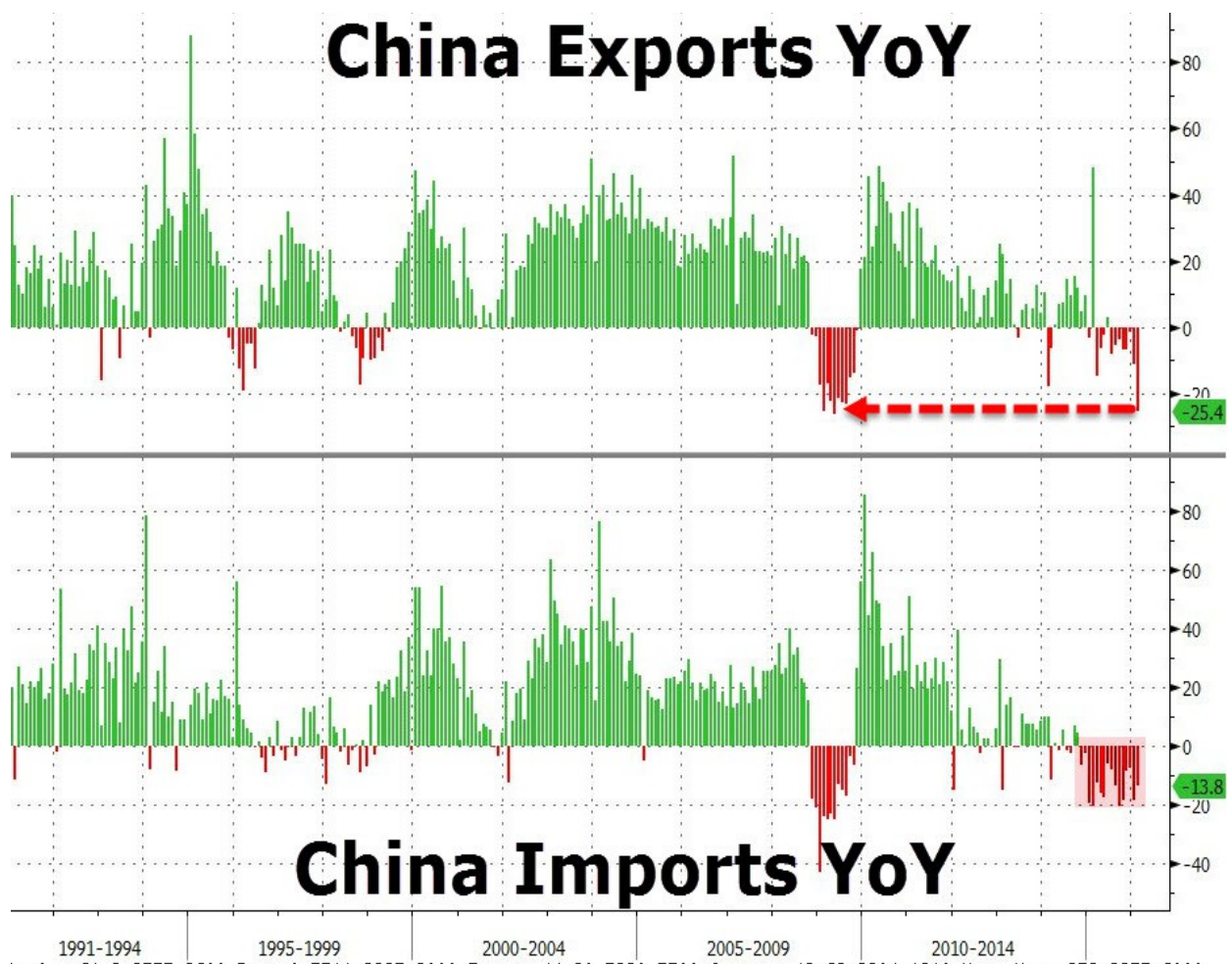
Nous venons d'obtenir une preuve supplémentaire que le commerce mondial est en train d'imploser littéralement.

Les exportations chinoises se sont effondrées de 25,4 % au cours du mois de Février par rapport à la même période il y a un an, et les importations chinoises ont chuté de 13,8 % par rapport à l'exercice précédent. Concernant les exportations chinoises, nous venons d'assister à la pire baisse depuis 2009, et les importations

chinoises continuent de baisser pour le 16^{ème} mois d'affilée. La dernière fois que nous avons vu des chiffres aussi mauvais, nous étions au pire moment de la crise économique depuis la Grande Dépression des années 1930. La Chine représente davantage le commerce mondial que tout autre pays (y compris les États-Unis), et c'est vraiment un signal d'alerte majeur. N'importe quelle personne racontant que l'économie mondiale se "porte bien" n'est clairement pas attentive.

Si quelqu'un m'avait dit il y a un an que les exportations chinoises auraient chuté de plus de 25 % à la fin février 2016, je ne l'aurais jamais cru. Ceci est non seulement un ralentissement – mais une implosion historique. Ce qui suit provient de [Zero Hedge](#)...

Les choses s'aggravent en Chine étant donné que les exportations se sont effondrées de 25,4% en glissement annuel (la 3^{ème} plus forte baisse de l'histoire), presque le double de la prévision attendue de 14,5 % et les importations ont chuté de 13,8%, le 16^{ème} mois de baisse d'affilée soit la plus longue période de l'histoire. Au final, l'excédent commercial chinois a fondu le mois dernier de 46% sur un an à 32,6 milliards de dollars: moitié moins que le niveau enregistré en janvier (Ce qui était inférieur aux 51 milliards de dollars attendus) et un plus bas de 11 mois..



Je ne sais pas comment on pourrait éventuellement rejeter l'importance de ces chiffres. Comme vous pouvez le voir, ce n'est pas seulement une aberration statistique sur un seul mois. les chiffres du commerce chinois ont baissé pendant des mois, et cette baisse semble s'accélérer.

Une autre nouvelle très intéressante est tombée ces derniers jours concernant les licenciements massifs qui touchent les industries de l'Etat chinois. [Selon Reuters](#), cinq à six millions de travailleurs chinois vont perdre leur emploi au cours des prochains mois...

La Chine envisage de licencier 5 à 6 millions de travailleurs du secteur public dans les deux-trois prochaines années, afin de diminuer la surcapacité industrielle et la pollution. Il s'agit du plus audacieux programme d'austérité de Pékin en presque 20 ans.

Les dirigeants chinois, obsédés par le maintien de la stabilité et redoutant que ces licenciements ne déclenchent des troubles sociaux, se préparent à dépenser 150 milliards de yuans (environ 23 milliards de dollars) dans

les deux ou trois ans pour la réinsertion des employés licenciés uniquement pour les secteurs du charbon et du métal.

Pendant des années, le miracle économique chinois a alimenté la croissance économique mondiale, mais maintenant les choses sont en train de changer de façon spectaculaire.

Un autre élément sur lequel nous devrions échanger est le fait que la relation entre les Etats-Unis et la Chine se détériore à vitesse grand V. **C'est quelque chose que j'ai évoqué hier.** La Chine a pris le contrôle de plusieurs îles très importantes en mer de Chine méridionale, et en réponse, l'administration Obama a envoyé, en guise d'avertissement direct à la Chine, des navires militaires. Plus récemment, Obama a décidé d'envoyer un porte-avions task force croisière au large des îles, et cela a provoqué une réaction de colère de la part des Chinois...



Les quatre navires du groupe aéronaval américain qui patrouillaient la très disputée mer de Chine méridionale ont été suivis par des navires de guerre chinois, une démonstration de force provoquée par une réaction ferme de la part de la Chine qui en a rajouté sur sa prétention à posséder la quasi-totalité des ressources que regorge cette mer.

Le ministre chinois des Affaires étrangères a déclaré que les revendications de souveraineté de son pays s'appuient sur l'histoire et fait une référence à peine voilée sur la patrouille de 5 jours par le groupe d'attaque Stennis, ainsi que les récentes passes des destroyers Lassen et Curtis Wilbur au large d'îlots artificiels chinois ces derniers mois.

“La mer de Chine méridionale a été soumise à l'invasion coloniale et à une occupation illégale et maintenant certaines personnes tentent de créer des vagues, tandis que d'autres exhibent leurs forces”, a déclaré le ministre chinois des affaires étrangères, Wang Yi, selon **un rapport de l'Associated Press**, un jour après que le Stennis CSG ait quitté la mer de

Chine du Sud. “Cependant, comme la marée qui va et vient, aucune de ces tentatives aura un impact. L’histoire prouvera qui est simplement l’invité et qui est le véritable hôte”.

La plupart des Américains ne prêtent même pas attention à ce différend, mais en Chine, il est question de guerre. Les Chinois ne reculeront certainement pas, et il ne semble pas qu’Obama ne le fasse non plus. Inutile de dire qu’une détérioration de la relation entre la plus grande économie de la planète et la seconde ne serait pas une bonne nouvelle pour l’économie mondiale.

Et bien sûr, la Chine est loin d’être le seul pays qui a des problèmes économiques. **Hier, j’évoquais le système bancaire italien qui est sur le point de s’effondrer complètement**, juste quelques jours après avoir expliqué **la dépression économique qui touche une grande partie de l’Amérique du Sud**. Une nouvelle crise économique mondiale a déjà commencé, et juste parce que les États-Unis se sentent légèrement mieux que le reste du monde jusqu’à présent, cela ne signifie pas que tout va bien se passer.

Il y a d’énormes signaux d’alertes en Europe, en Asie et en Amérique du Sud actuellement. En outre, notre voisin du Nord à savoir le Canada connaît un ralentissement très significatif. Les optimistes béats peuvent continuer à croire que l’économie américaine en sortira relativement indemne comme ils le souhaiteraient, mais ce n’est pas ce qui se passera.

Comme presque tout le monde sur la planète, nous nous dirigeons vers des moments difficiles aussi, et cela va devenir un thème dominant dans la campagne présidentielle dans les mois à venir.

Source: [theeconomiccollapseblog](#)

ALERTE: l’effondrement des banques italiennes menace de faire plonger dans le chaos le système financier européen

Michael Snyder Le 09 Mars 2016 publié par BusinessBourse



Le système bancaire italien est une “Tour de Pise” qui pourrait littéralement

s'effondrer à tout moment. Et comme les banques italiennes commencent à tomber comme des dominos, cela déclenchera une panique financière dans toute l'Europe comme nous ne l'avons jamais vu auparavant. **J'ai écrit au sujet des difficultés en Italie en Janvier**, mais depuis ce temps, la crise s'est aggravée. Actuellement, **les valeurs bancaires italiennes ont chuté de 28 % depuis le début de l'année 2016**, et quand vous regardez certaines des plus grandes banques italiennes, les chiffres deviennent encore plus effrayants. Ce lundi 07 Mars 2016, les actions de Monte dei Paschi étaient en baisse de 4,7 %, et elles ont chuté de 56 % depuis le début de l'année. Les actions de Carige ont baissé de 8 %, et elles se sont effondrées de 58 % depuis le début de l'année. Voilà à quoi ressemble une crise financière, **et tout comme nous le voyons en Amérique du Sud**, les problèmes en Italie semblent s'accélérer de façon significative.

Qu'est ce qui fait que l'Italie soit si importante ?

Eh bien, nous avons tous vu combien il était difficile pour le reste de l'Europe d'arriver avec un plan d'aide pour sauver la Grèce. Mais la Grèce est relativement minuscule car c'est seulement la 44^{ème} plus grande économie au monde.

Or l'économie italienne représente un poids bien plus conséquent. L'Italie est la 8^{ème} plus grande économie au monde, et le ratio de la dette publique par rapport au PIB est d'environ 132%.

L'Europe n'a ni les ressources ni la capacité à gérer un effondrement complet du système financier italien. Mais malheureusement, c'est précisément ce qui se passe. Les banques italiennes sont littéralement noyées dans des créances douteuses, et comme **Jeffrey Moore l'a souligné**, cela représente potentiellement "la plus grande menace pour le système financier mondial qui croule déjà sous les dettes"...



Epargnants italiens ruinés devant la banque d'Italie en plein centre de Rome.

Les actions des plus grandes institutions financières italiennes ont chuté lors des premiers mois de l'année 2016, du fait du tas effarant de créances douteuses sur leurs bilans qui deviennent trop élevées pour être ignorées aujourd'hui. Au milieu de tous les risques auxquels sont confrontés les membres de l'Union européenne en 2016, le risque de contagion posé par les banques italiennes en difficulté est la plus grande menace pour le système financier mondial qui croule déjà sous les dettes.

Au cœur du problème est ce qui concerne le niveau des créances douteuses (NPL) qui plombent le bilan des banques, avec des estimations allant de 17% à 21% du total des prêts. Cela équivaut à environ 200 milliards d'euros de NPL, ou 12% du PIB de l'Italie. De plus, dans certains cas, les créances douteuses représentent un taux alarmant de 30% du bilan de chaque banque.

Charles Gave: “Les dettes ne seront jamais remboursées et le système bancaire italien est en faillite !”



Charles Gave qui était l'invité de Nicolas Doze dans les experts le lundi 15 février est revenu sur la montagne colossale de dettes. Pour lui, il n'y a strictement aucune chance qu'elles soient remboursées.

Charles Gave: Et je vous signale que la Grèce est en train d'entrer à nouveau en récession alors que j'ai entendu dire qu'on avait réglé le problème souverain en Europe. Rien n'est réglé en Europe !

La dette des banques en Italie, c'est 22 % du PIB italien. Comment voulez-vous que ce soit remboursé ? L'industrie italienne s'est endettée, elle est incapable de rembourser compte tenu du taux de change, ce qui est un phénomène secondaire de l'euro et donc le système bancaire italien aujourd'hui, est en faillite !



<https://youtu.be/4YGIvElzY0Q>

Les choses vont déjà tellement mal que la Banque centrale européenne surveille maintenant les niveaux de liquidités de Monte dei Paschi et Carige quotidiennement. [Ce qui suit provient de Reuters...](#)



La Banque centrale européenne (BCE) vérifie la liquidité de certaines banques italiennes quotidiennement, ont déclaré lundi deux sources proches du dossier.

Les actions des banques italiennes ont été prises dans la tourmente depuis le début de l'année, les investisseurs ne goûtant guère leurs 360 milliards d'euros de créances douteuses et la faiblesse de leur capital. C'est ainsi que l'indice des valeurs bancaires italiennes a perdu 28% depuis le début de l'année.

La BCE, qui a enjoint à plusieurs établissements italiens d'améliorer la situation de leurs fonds propres, peut vérifier la liquidité au jour le jour ou de façon hebdomadaire si elle a le moindre souci sur les dépôts ou les

flux de financement.

Une course pour les grandes banques italiennes a déjà commencé. Les Italiens ont déjà été retirer tranquillement des milliards d'euros du système bancaire, et si ces banques continuent de tomber, cette "ruée furtive" pourrait rapidement se transformer en bousculade.

Italie: des épargnants ruinés, une bourse de Milan à la dérive, des établissements bancaires en faillite

Italie: la faillite de quatre banques effraie les épargnants

Et bien sûr, la panique en Italie pourrait rapidement se propager à d'autres banques en difficulté financière au sein de la zone euro, comme en Espagne, au Portugal, en Grèce et en France. **Voici quelques analyses supplémentaires de Jeffrey Moore...**



Une aggravation de la crise financière en Italie pourrait avoir des répercussions bien plus graves que celles engendrées par la Grèce dans toute l'Union européenne et rendre la situation incontrôlable. Les répercussions des turbulences de marchés et les précédents dangereux dont des réponses avaient été apportées en pleine panique par les autorités de l'UE pourraient enflammer les vulnérabilités financières encore latentes chez les membres les plus fragiles de l'Union européenne tels que l'Espagne et le Portugal.

Malheureusement, la plupart des Américains restent complètement aveuglés à propos de ce qu'il se passe dans le reste du monde parce que les marchés américains ont fortement rebondi ces deux dernières semaines.

Les gros titres déclarant même que le risque d'une nouvelle récession "est passé" et que la crise "est terminée".

Pendant ce temps là, **l'Amérique du Sud est en train de plonger dans une véritable dépression**, le système bancaire italien est en train de s'effondrer, **les chiffres de l'activité manufacturière au niveau mondial sont les pires que**

nous avons vu depuis la dernière récession, et le commerce mondial est littéralement en train d'imploser.

A part ça, ça se passe plutôt bien...

Allez, soyons sérieux, il est essentiel de ne pas se laisser bernier par chaque petite vague haussière sur les marchés financiers.

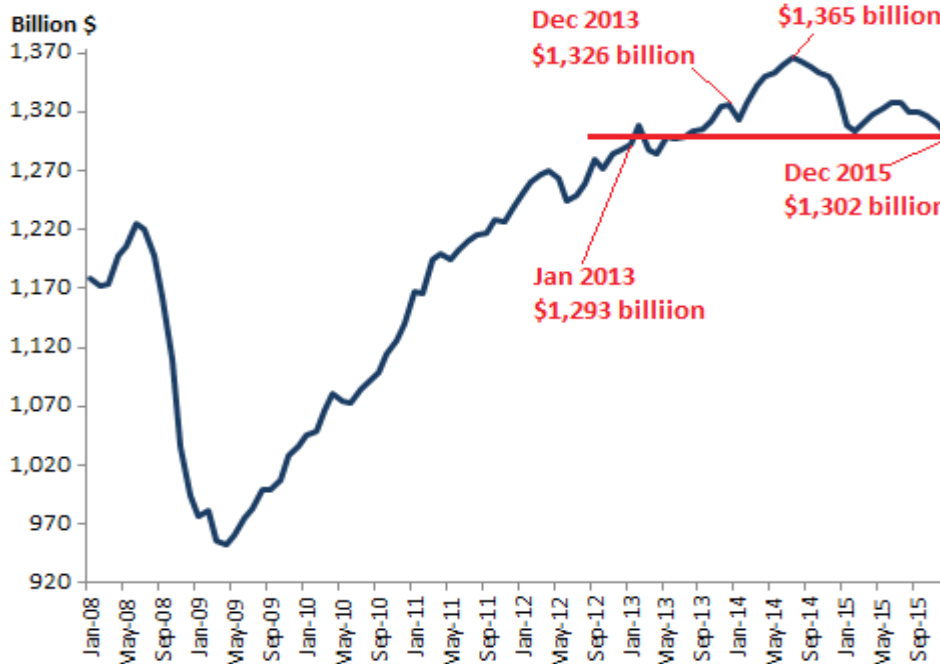
Preuve incontestable, les ventes et les bénéfices des sociétés américaines sont en baisse. C'est une tendance qui remonte depuis la mi-2014 et qui s'est accéléré depuis le début de l'année 2016. Ce qui suit provient de Wolf Richter...

Aux Etats-Unis, le chiffre d'affaires total – pas seulement par les entreprises du S&P 500, mais aussi des petites capitalisations et de toutes les autres entreprises, même celles qui ne sont pas cotées en bourse – avait atteint un sommet en Juillet 2014 à 1365 milliards de dollars, selon le Bureau du recensement des États-Unis(Census Bureau). En Décembre 2015, ce chiffre d'affaires total a baissé de 4,6% par rapport au sommet. 18 mois difficiles pour les ventes ! Les ventes sont revenues au niveau où elles étaient au mois de Janvier 2013!

Le Chiffre d'affaires des entreprises composant le S&P 500 a chuté de 3,8 % en 2015, selon FactSet, la pire année depuis la crise financière.

Total Business Sales Swoon

Seasonally adjusted



Source of data: St. Louis Fed , Census

WOLFSTREET.com

Je sais que beaucoup de gens ont anticipé un effondrement économique mondial complet et total depuis un long moment, et beaucoup d'entre eux souhaitent juste que ça se termine.

Eh bien, la vérité est que personne ne devrait avoir envie de voir ce qui va arriver. Personnellement, je me réjouis de chaque journée supplémentaire, semaine ou mois qu'on nous donne. Chaque jour supplémentaire est un autre jour pour se préparer, et chaque jour supplémentaire est un autre jour pour profiter du niveau de vie confortable alimentée par de la dette.

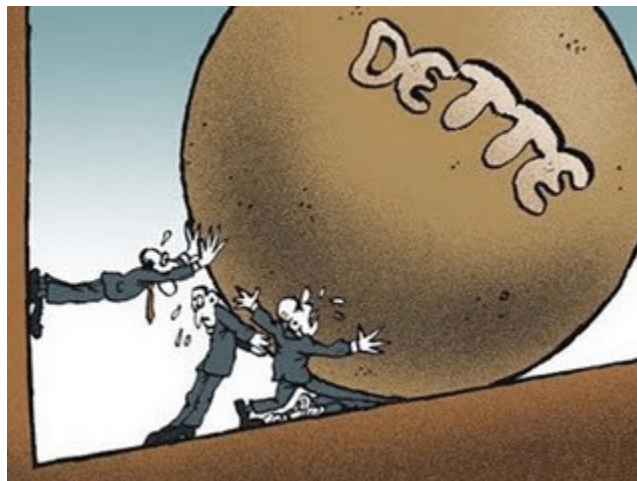
La plupart des Américains ne savent pas combien nous sommes gâtés. Il y a juste cinquante ans, la vie était beaucoup plus difficile dans ce pays. Si nous devions revenir en arrière et vivre de la manière que les Américains vivaient il y a 100 ou 150 ans, il y a très peu d'entre nous qui serait en mesure de le faire avec succès.

Alors profitez bien des jours restants et de cette prospérité alimentée par de la dette tant que vous le pouvez encore, parce qu'un grand changement se profile, et il sera extrêmement amer pour la plupart d'entre-nous.

Source: theeconomiccollapseblog

Les grands gagnants de l'endettement

Liliane Held-Khawam 09 Mars 2016 ww.24hgold.com/



Avant-propos:

« Celui qui emprunte est l'esclave de celui qui prête ». Cette affirmation trouve sa source dans un des plus vieux livres de la terre : le livre des Proverbes dans la Bible !

La polarisation du monde actuel est bien moins une question de droite ou de

gauche, de religions, de races que de celle de créancier à débiteur.

Toute la crise financière vécue à ce jour et dont les racines remontent à plusieurs décennies est une problématique d'endettement.

L'éclatement de la crise de 2007 qui a été suivi par le sauvetage des banques par les États lui-même relayé par des politiques monétaires de banquiers centraux dispendieuses et réservées à l'élite financière internationale ont exacerbé de manière atomique les problèmes à l'échelle planétaire.

La crise actuelle que certains prédisent comme annonciatrice d'un effondrement financier imminent (je ne le crois pas personnellement) n'est rien d'autre que **la conséquence naturelle de droit régalien octroyé à des privés qui ont le pouvoir gigantesque et inestimable de pouvoir créer de la monnaie exclusivement à partir de l'endettement d'autrui.**

Cela revient à dire que **les bâtonnets** des histogrammes dessinés ci-dessous par M C Borio de la BRI et qui représentent les dettes privées et publiques européennes, américaines, des pays émergents et du reste du monde **doivent être cumulées pour se faire une idée de la création monétaire de richesse totalement indue bénéficiant à quelques personnes dans ce monde.** Oubliez le 1% de la planète qui englobe les mercenaires du Système. Les détenteurs finaux sont certainement moins nombreux que ça.

En clair, la théorie de la croissance basée sur la dette est en train de mener l'humanité dans un mur.

Un véritable effondrement du Système piloté par le casino serait certes douloureux mais bénéfique.

En revanche, un effondrement partiel du casino serait dramatique et pourrait faire revenir le servage dans le quotidien de ces seigneurs actuellement invisibles et inconnus.

L'effondrement partiel serait une défaillance des débiteurs mais qui n'entraînerait pas celle des créanciers.

Regardez de près les textes de lois sur le sauvetage bancaire, appelé Bail in. Tout est fait pour que les actifs des banques, c'est-à-dire VOS DETTES ne soient jamais restructurées. De manière strictement opposée, vos dépôts qui sont au passif de la banque passent légitimement et cyniquement à la trappe.

La déflation -contraire de l'inflation- est tout bénéfique si vous êtes créanciers. La valeur de vos actifs prennent l'ascenseur sans rien faire. En revanche, en temps de

crise l'argent se fait plus rare pour le débiteur dont le salaire est fragilisé, baissé voire supprimé s'il est au chômage.

Actuellement, le pouvoir d'achat est en chute libre et avec lui la valeur des biens immobiliers. Une méfiance absolue devrait être de mise car on nous annonce en Suisse romande par exemple jusqu'à 20% de baisse sur les biens immobiliers. Selon le niveau de votre endettement, votre banquier préféré pourrait se présenter chez vous pour vous demander d'avancer un complément de fonds. Ne doutez absolument pas de sa capacité à le faire. Il en a le droit!

Dernière réflexion suscitée par l'analyse ci-dessous : **M Borio lie naturellement le déclin de la croissance de la productivité à l'explosion de l'endettement. La spirale de l'endettement crée une économie qui vit par elle-même et pour elle-même au profit exclusif de ceux qui créent la monnaie de la dette.** Ces gens-là -devenus entre-temps propriétaires de tout ce que le casino planétaire a pu s'approprier- n'hésiteront pas à ramener plus bas que terre le niveau des salaires, les avantages sociaux professionnels (y c congés payés, week-ends payés,...) avec une automation totalement décomplexée...

La création monétaire par les crédits, les politiques monétaires non conventionnelles des banquiers centraux, l'endettement forcé des collectivités publiques auprès de tiers privés, le sauvetage des banques sont des urgences absolues à remettre en question.

Présentation officielle par Claudio Borio, Chef du Département monétaire et économique de la BRI, le 4 mars 2016

Le calme précaire a fait place à des turbulences sur les marchés financiers. Dans l'édition précédente de son Rapport trimestriel, la BRI mettait en évidence la précarité du calme qui régnait sur les marchés financiers. À un moment ou à un autre, la tension entre ce calme sur les marchés et les fragilités économiques sous-jacentes allait devoir se dénouer.

Au dernier trimestre, nous avons peut-être vu le début de ce dénouement. L'année 2016 a commencé par l'une des pires vagues de liquidation jamais vues. Les investisseurs venaient tout juste de pousser un soupir de soulagement après avoir vu passer, mi-décembre, ce qui s'était avéré être une hausse sans remous, bien qu'historique, de 25 points de base du taux des fonds fédéraux : il s'agissait en effet de la première augmentation du taux de l'argent au jour le jour depuis qu'il avait été poussé à zéro, il y a sept ans – la plus longue phase d'immobilité de l'après-guerre. **Tout juste deux semaines plus tard, les marchés dégringolaient. Comme pendant l'été, c'est la Chine qui a été le déclencheur : les signes de ralentissement dans ce pays faisaient craindre une fragilité plus générale des**

économies de marché émergentes. Partout dans le monde, les cours des actions ont plongé, les volatilités se sont envolées, les écarts de rendement relatifs à la qualité du crédit se sont creusés, **les monnaies des économies émergentes ont chuté, surtout vis-à-vis du dollar, et le prix du pétrole est tombé encore plus bas,** au-dessous des creux atteints pendant la Grande récession. Cette dégradation a alors suscité un certain pessimisme au sujet d'autres économies, notamment les États-Unis, propageant encore la morosité.

Et ce n'était là que la première phase des turbulences. La seconde phase, plus brève mais peut-être plus préoccupante, est apparue début février, motivée par des craintes concernant la santé des banques internationales.

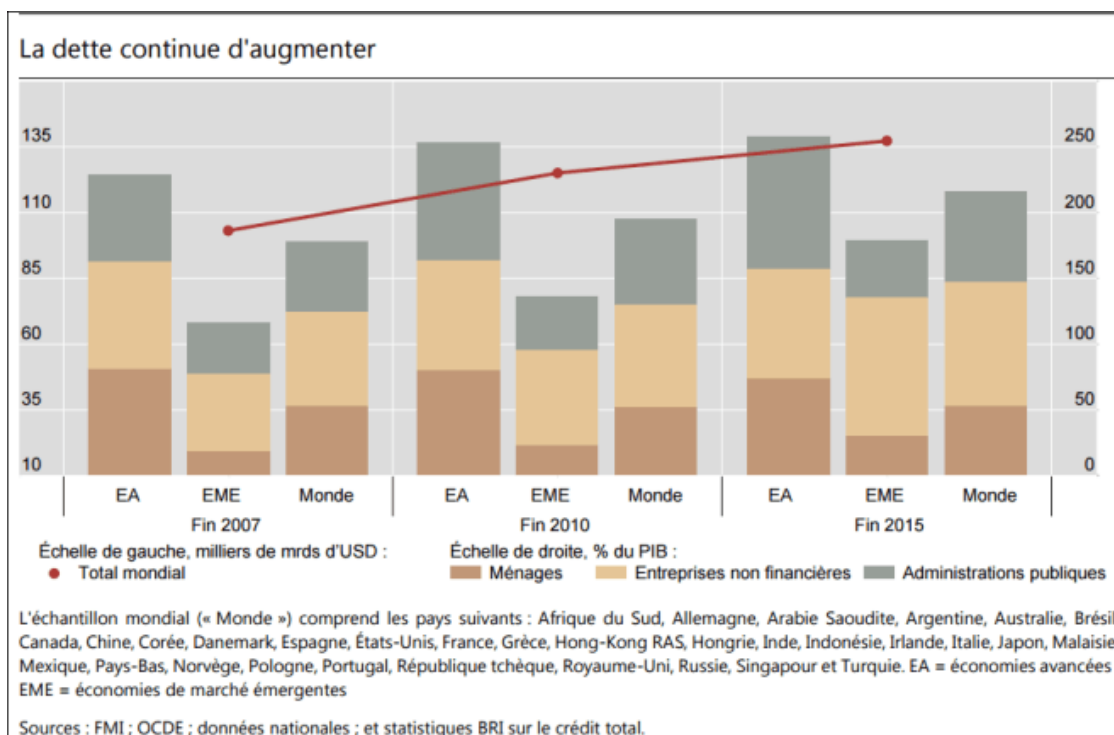
Leurs valorisations, sous pression depuis quelque temps déjà, se sont encore affaïssées tandis que leurs primes sur défaut (CDS) s'envolaient.

Les ratios cours/valeur comptable ont atteint des niveaux qu'on n'avait plus vus depuis la phase la plus aiguë de la crise. La déception suscitée par les perspectives de croissance mondiale et les annonces de résultats est venue s'ajouter à des préoccupations spécifiques à certaines juridictions, **comme le niveau obstinément élevé des prêts improductifs et, dans la zone euro, des craintes d'origine réglementaire quant à d'éventuelles suspensions de versement du coupon sur les obligations convertibles sous condition (CoCo).** Et, très probablement, des stratégies de couverture dynamiques de nature défensive n'ont fait qu'aggraver les choses ; ainsi, les investisseurs ont vendu des actions bancaires et des CDS pour atténuer leurs pertes sur les CoCo. **Mais la principale source d'inquiétude était la vision d'un avenir fait de taux d'intérêt encore plus bas, bien au-delà de l'horizon visible, qui pourrait peser sur les marges des banques, leur rentabilité et leur résilience.** L'appréhension est montée d'un cran et s'est propagée lorsque la Banque du Japon a décidé d'adopter des taux directeurs négatifs. Au plus fort de cette tourmente, c'étaient plus de **6 500 milliards de dollars de titres souverains qui s'échangeaient à des rendements négatifs : une fois de plus, les limites de l'impensable avaient été repoussées.** Les marchés n'ont retrouvé un certain calme que tout récemment.

Pourtant, si l'on veut chercher à comprendre les véritables forces à l'œuvre, il faut regarder au-delà de l'oscillation habituelle des marchés entre espoirs et craintes. Pour peu qu'on les cherche, les indices ne sont pas difficiles à trouver. Sur la toile de fond du déclin de la croissance de la productivité, engagé de longue date et exacerbé par la crise, **le stock mondial de dette continue d'augmenter et la marge de manœuvre des pouvoirs publics se rétrécit sans cesse – c'est « la trilogie infernale ».** Permettez-moi de faire quelques commentaires à propos de

l'essor de la dette et de la marge de manœuvre, en particulier.

La dette était à l'origine de la crise financière et, depuis lors, elle a continué à enfler dans le monde entier par rapport au PIB (graphique). Dans les économies avancées qui étaient au cœur de la crise, le secteur privé s'est désendetté, dans une certaine mesure, mais la dette du secteur public, elle, a poursuivi son ascension. Le fait le plus inquiétant, cependant, c'est la forte hausse de la dette du secteur privé que l'on observe ailleurs, en particulier dans plusieurs économies de marché émergentes (EME), notamment les plus grandes – les principaux moteurs de la croissance depuis la crise. Ce sont les entreprises, dont la rentabilité diminue, et les exportateurs de produits de base qui enregistrent l'accroissement le plus marqué. Dans de nombreux cas, comme l'indiquent nos dernières statistiques, ce phénomène va de pair avec une envolée des prix de l'immobilier suscitée par une prise de risque audacieuse – **autant de spectres qui rappellent les booms financiers observés avant la crise dans les économies qui en ont ensuite été victimes**. La dette continue d'augmenter



La dette libellée en devises occupe une place de premier plan dans cette hausse : depuis 2009, la part de la dette des EME libellée en dollar a doublé pour atteindre quelque 3 300 milliards de dollars. Les indicateurs BRI de la liquidité mondiale laissent aujourd'hui penser que cette composante de la dette a cessé d'augmenter au troisième trimestre de 2015.

Par ailleurs, les statistiques BRI sur les titres de créance internationaux confirment que les emprunteurs des EME ont ralenti le rythme des émissions ; en Chine, ils

remboursent leurs dettes en devises, ce qui explique en partie la contraction rapide des réserves de change.

Outre l'évolution des écarts de rendement relatifs à la qualité de crédit et la dépréciation de nombreuses monnaies face au dollar, il s'agit là de signes indiquant que les conditions financières extérieures se sont durcies pour les EME. Et cela s'est produit alors que les cycles financiers nationaux étaient proches du point de retournement ou en train de le franchir, comme si deux courants d'amplitudes différentes se conjuguèrent pour former une vague plus grande et plus destructrice.

La dette, par conséquent, est le facteur qui aide à comprendre des évolutions apparemment sans rapport entre elles. Elle explique le ralentissement dans les EME. **Elle offre des indices quant à l'inquiétant cycle vicieux qui se forme entre l'appréciation du dollar et le durcissement des conditions financières pour les entreprises ou les pays qui se sont lourdement endettés en dollar.** Elle permet de comprendre pourquoi les prix du pétrole sont si bas : **la demande diminue dans des pays comme la Chine, alors que les compagnies pétrolières doivent continuer à produire pour assurer le service de leur énorme dette.** Et elle peut même éclairer l'intrigant ralentissement de la croissance de la productivité : d'après des recherches récentes menées par la BRI, **les booms du crédit sapent la croissance de la productivité en s'accéléralant, essentiellement parce qu'ils entraînent une mauvaise affectation sectorielle des ressources.**

L'impact perdure, voire s'amplifie, si une crise financière vient à éclater. Par ailleurs, un niveau d'endettement élevé est plus difficile à supporter lorsque la productivité est faible. Autrement dit, il se pourrait que nous soyons face non pas à des coups de tonnerre isolés, mais aux signes avant-coureurs d'une tempête qui couve depuis longtemps.

Et puis les marges de manœuvre des autorités vont en se rétrécissant. Le dernier épisode de turbulences a clairement montré que les banques centrales avaient été trop sollicitées, pendant trop longtemps, après la crise, alors que les marges budgétaires se rétrécissaient et que les réformes structurelles se faisaient attendre. En dépit de conditions monétaires exceptionnellement accommodantes dans les principales juridictions, la croissance est décevante et l'inflation reste obstinément faible. Cela n'a pas échappé aux intervenants de marché et, probablement pour la première fois, ils semblent commencer à douter que les banques centrales aient des pouvoirs de guérison. Les pouvoirs publics seraient bien avisés d'en prendre conscience eux aussi.

[Source](#)

Liquidation imminente



Hugo Salinas Price
Plata.mx

Publié le 10 mars 2016

La dette globale a récemment été estimée à 223 trillions de dollars. La dette globale a gagné quelques 40% depuis la crise financière de 2008-2009, date à laquelle elle s'élevait à 157 trillions de dollars. Ces 223 trillions de dollars représentent la dette effective, et n'incluent pas la dette potentielle représentée par les produits dérivés de cette dette, qui s'élèvent à des sommes astronomiques et pourraient se transformer en dette si ces 223 trillions de dollars faisaient l'objet d'un défaut.

Une dette globale de 223 trillions de dollars. Comme un gros nuage gris dans le ciel.

Pour le monde de la finance tel qu'il existe aujourd'hui, il est vital de laisser flotter cette dette dans le ciel sans jamais la soumettre à une liquidation.

Liquidation et remboursement sont deux choses bien différentes.

Une liquidation signifie que des détenteurs de dette cherchent à échanger la dette qu'ils possèdent contre du liquide.

Le problème, pour les banquiers centraux du monde, est de maintenir le nuage de la dette dans le ciel et d'éviter un déluge de liquidations. C'est-à-dire qu'il ne doit jamais y avoir d'échange trop important d'obligations contre du liquide.

La dette globale continuera d'être un nuage gros dans le ciel tant que les investisseurs conserveront leurs obligations ; et puisque les banques centrales ont porté les taux d'intérêt jusqu'à des niveaux incroyablement bas – voir négatifs – les prix de ces obligations ont atteint des sommets absurdes et offert des profits substantiels à leurs propriétaires.

La dette mondiale n'est pas remboursée et doit continuer de grimper, parce qu'elle est constamment remise à plus tard, et que ces reconductions incluent les intérêts à payer. Le nuage de la dette ne peut que se faire plus menaçant.

Quand les intérêts grimpent, comme ils l'ont fait récemment, les marchés font preuve d'une préférence accrue pour les devises plutôt que pour les obligations.

Cette hausse embryonnaire des taux d'intérêt indique que nous pourrions un jour voir un désir grandissant de la part des investisseurs de se débarrasser de leurs obligations ; ce qui signifie qu'une hausse des taux d'intérêt pourrait faire baisser les prix des obligations, et que cette baisse de prix pourrait forcer les détenteurs

d'obligations à enregistrer des pertes sur leurs obligations et autres instruments de crédit qui forment le nuage de la dette. Une vente hâtive d'obligations aggraverait la perte de valeur et renforcerait la hausse des taux. Comme c'est toujours le cas en période de panique, ceux qui paniquent les premiers auront de meilleures chances d'échapper aux pertes.

Mais il y a un autre problème : une grande majorité des investisseurs et les fonds d'investissements ont investi sur les obligations, sur lesquelles ils ont réalisé de gros profits quand les taux d'intérêt ont commencé à baisser. Mais si les gros investisseurs sont des détenteurs d'obligations, à qui vont-ils vendre leurs obligations lorsqu'ils chercheront à les liquider ? Ces investisseurs enregistreront de lourdes pertes, parce que les prix des obligations seront forcés de s'effondrer. Et cela se produira dès que les investisseurs penseront voir les taux grimper plutôt que baisser.

Les systèmes bancaires investissent sur les obligations, et les obligations représentent une grande partie de leurs actifs. En Europe, si les actifs du système bancaire baissaient de 4%, le système bancaire européen se retrouverait en banqueroute. Un effondrement du prix des obligations généré par une hausse des taux d'intérêt serait létal pour le système bancaire européen, et si l'Europe s'effondrait ; le reste du monde ne pourrait qu'en faire de même.

Les taux d'intérêt devront tôt ou tard grimper. Les banquiers centraux tremblent lorsqu'ils pensent voir grimper les taux. Bien évidemment, la Fed et la BCE ne peuvent pas se permettre de les rehausser. Elles sont coincées et attendent la peur au ventre le déluge de liquidation que fera pleuvoir sur elles le nuage de 223 trillions de dollars qui plane au-dessus d'elles.

La Chine enflamme le marché de l'acier

Rédigé le 10 mars 2016 par [Bill Bonner](#)

Les prix du minerai de fer grimpent en flèche, ces jours-ci. De Bloomberg :

- « Le minerai de fer a enregistré sa plus forte hausse après que les autorités chinoises ont signalé leur volonté de soutenir la croissance économique, améliorant les perspectives de la consommation d'acier chez les principaux utilisateurs et enflammant les rumeurs selon lesquelles certains investisseurs ayant parié contre le marché s'étaient fait prendre [...]

- 'Les marchés du minerai de fer et de l'acier sont devenus fous furieux — ils n'ont plus rien à voir avec les fondamentaux et sont principalement menés par le sentiment', a déclaré Zhao Chaoyue, analyste chez China Merchants Futures Co. à Shenzhen avant que le prix du Metal Bulletin soit publié. 'Les investisseurs

s'attendent à un nouvel assouplissement monétaire de la part du gouvernement pour relancer la demande d'acier'. »

Les marchés sont devenus fous furieux parce que les autorités chinoises sont devenues folles furieuses en augmentant le crédit en quantités folles furieuses.

La « crise de Ponzi » chinoise

Voici un petit fait qui devrait couper le souffle à n'importe quel observateur sobre...

Durant les deux premiers mois de l'année, le crédit total de la Chine — y compris les prêts du système de shadow banking (c'est-à-dire des prêts accordés par des sociétés financières non régulées) — a explosé d'environ 1 000 milliards de dollars.

La dette chinoise se développe à un rythme équivalent à 5% de son PIB — par mois !

C'est absolument insensé !

Pourquoi le crédit augmenterait-il autant... alors même que l'économie mondiale entre dans un ralentissement ?

Pourquoi la demande de minerai de fer et d'acier grimperait-elle alors que la demande de produits finis est paresseuse et en déclin ?

Parce que, comme c'est écrit quelque part dans la Bible, une politique monétaire folle furieuse engendre des prix fous furieux, qui engendrent de mauvais investissements, un excès de capacité et une mauvaise allocation des ressources...
... qui engendrent des booms et des krachs, qui engendrent encore plus de politiques monétaires folles furieuses.

Déflation, le retour

Et maintenant, la Chine est en proie à une crise de Ponzi.

Plus d'un quart de sa dette ne peut être remboursée par les revenus. Elle doit être refinancée — de nouvelles dettes contractées pour rembourser les anciennes.

Plus de 50 000 milliards de yuans seront nécessaires — une gigantesque augmentation... sans accroissement correspondant de la production économique.

Que se passera-t-il ensuite ?

Comme toujours, nous n'en savons rien. Le plus probable : nous verrons des montagnes russes sur les marchés... et une baisse du yuan par rapport à d'autres grandes devises mondiales.

A mesure que le prix des importations chinoises chute, il en ira de même pour les prix des marchandises un peu partout dans le monde. Les marges des entreprises,

déjà en baisse, baisseront plus encore. Les cours boursiers s'effondreront. Et le silence de la déflation s'installera sur le monde, comme un oreiller fermement appuyé contre le visage d'une riche vieille dame.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/chine-acier/>
Copyright © Publications Agora

Première vraie rébellion contre la kleptocratie

Rédigé le 10 mars 2016 par [Simone Wapler](#)

Ce n'est pas encore une révolution — plutôt une rébellion. Ce n'est pas en France non plus, ni en Grèce, ni au Portugal, ni en Espagne... c'est en Allemagne. La rébellion contre la kleptocratie a commencé en Bavière.

Peut-être n'êtes-vous pas familier de la kleptocratie, mais vous ressentez certainement ses effets : il vous reste de moins en moins d'argent, les gouvernements en ont besoin de plus en plus pour que tout aille mieux pour tout le monde. Pourtant, ce n'est pas le cas, la situation ne s'améliore pas et l'argent vous fuit, tandis qu'il baigne la kleptocratie.

Comme l'écrivait ma collègue américaine Nomi Prins dans la lettre Intelligence Stratégique :

« Au sein de l'élite, l'idéologie et les relations personnelles sont insensibles aux lignes des partis politiques et aux frontières internationales. L'argent aussi.[...] des alliances guident les flux financiers à travers le monde, selon une configuration visant à préserver le pouvoir, l'influence et la richesse, évidemment, de quelques cercles de privilégiés. Faire partie de l'élite, cela signifie que l'on exerce un contrôle sur beaucoup de monde ».

Mario Draghi, en tant que président de la Banque centrale européenne, est un membre éminent de la kleptocratie. Vous savez que nous vivons dans un monde où des banquiers centraux ont unilatéralement décidé que les taux d'intérêt devaient être bas ou négatifs. Comment votre banque peut-elle vous rendre votre argent ? Les taux négatifs s'appliquent aux banques commerciales. Si vous avez un dépôt en compte courant de 1 000 euros, votre banque dépose 10 euros à la Banque centrale européenne. Elle y est tenue par la réglementation ; c'est ce qu'on appelle les réserves obligatoires.

Ensuite, votre banque peut choisir de prêter ou non les 990 euros restant. Si elle ne prête pas cet argent à une autre banque ou à un de ses clients, elle le met en dépôt overnight à la BCE.

Bien sûr, dans un monde de monnaie dématérialisée, il ne s'agit que

d'enregistrement de comptes créditeurs dans une mémoire informatique à la BCE. Ces dépôts sont soumis au régime actuel de taux négatif à 0,3% de pénalités. La banque devra payer $990 \times 0,003 = 0,297$ euros à la BCE. Comment vous rendra-t-elle 1 000 euros ?

Frondeuse, l'union des caisses d'épargne bavaroises (la Bayerische Sparkassen Verbank) a trouvé la parade pour court-circuiter Mario Draghi et ses amis afin de ne pas pénaliser ses déposants. Elle demande à ses banques adhérentes de stocker du cash dans ses coffres. Pas de ligne créditrice inscrite dans les ordinateurs de la Banque centrale européenne... et donc pas de punition par les taux négatifs. C'est une rébellion des banques commerciales contre une banque centrale.

Les taux négatifs exaspèrent les épargnants allemands

La kleptocratie commence à coûter très cher aux épargnants. En France, la rémunération de 2 450 milliards d'euros d'épargne dépend des taux directeurs fixés par la BCE.

En Allemagne, où la retraite par capitalisation règne, c'est encore plus. Près de 3 000 milliards d'euros devraient être rémunérés à 4% (les intérêts d'un Bund allemand à 10 ans entre 1998 et 2009) au lieu de 0%, voire moins. Cela fait donc 120 milliards d'euros par an volés aux Allemands (98 milliards si l'on fait le même calcul pour la France, en tablant sur les mêmes intérêts).

Mais les fourmis teutoniques ne bénéficient même pas des largesses de redistribution des Etats providence des pays endettés qui — comme la France — se financent à l'aide des taux zéro. Elles montrent donc les dents.

La société sans cash déplaît vraiment aux Allemands

Pour faire passer la pilule des taux punitifs (ou négatifs, selon la langue de bois d'usage), la kleptocratie caresse le projet d'instaurer la société sans cash. Si les caisses d'épargne bavaroises se mettent à le stocker, ça tombe plutôt mal.

Mais voilà que le camp des rebelles grossit ; Carl Ludwig Thiele, un membre du directoire de la Bundesbank, la banque centrale allemande, a récemment pris la défense des espèces lors d'une conférence à la London School of Economics.

« J'ai des doutes sur le fait que des terroristes ou d'autres criminels pourraient être empêchés de commettre des actes illégaux en plafonnant l'argent liquide ou en supprimant les dénominations les plus élevées des billets. Il faut aussi se poser la question des idées sur lesquelles s'appuient ce genre de propositions : les citoyens ne doivent pas faire l'objet d'une suspicion permanente » .

Il semblerait que les Allemands se fassent moins d'illusions que nous sur la pureté

des intentions de nos dirigeants. Ne dit-on pas que « chat échaudé craint l'eau froide » ? En l'occurrence le chat a été ébouillanté, étripé et écorché au national-socialisme et au communisme.

Pour protéger votre liberté et votre épargne, vous devez comprendre le système politico-financier moderne. G20, G7, Davos, Bruxelles, rapports de la Banque des règlements internationaux, du Fonds monétaire international, de l'OCDE... Tout est écrit et décrit pour celui qui sait lire. Il ne s'agit pas d'un grand complot.

Les kleptocrates agissent à ciel ouvert, débattent de leurs futures décisions qui doivent façonner l'économie selon leur propre vision.

Le résultat ? En bas, de moins en moins d'espoir d'ascension sociale. Au milieu, le désespoir du déclassement. En haut, la kleptocratie, la noblesse d'Etat et ses serviteurs empressés. Pas étonnant que, partout dans le monde, les candidats électoraux marginaux et populistes gagnent des suffrages. Tout plutôt qu'un kleptocrate, semblent penser les électeurs...

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/rebellion-contre-kleptocratie/>
Copyright © Publications Agora

2016 : une année déjà perdue pour la croissance mondiale

Nouriel Roubini / président de Roubini Global Economics | Le 10/03 LesEchos.fr



S'il paraît peu probable que le monde connaisse une nouvelle crise financière de type 2008, les facteurs de risques qui pèsent sur l'économie, et leur simultanéité, laissent craindre une croissance anémiée pour cette année.

de Nouriel Roubini

La question que l'on me pose le plus souvent actuellement est celle-ci : sommes-

nous revenus en 2008, avec une nouvelle crise financière mondiale et une récession à l'horizon ?

Ma réponse est clairement « non ». Même si le récent épisode de volatilité des [marchés financiers](#) mondiaux est probablement plus grave que tout autre épisode analogue. Cette situation tient à au moins sept sources de risques extrêmes présents maintenant au niveau de la planète, alors que seuls des facteurs de risque isolés alimentaient la volatilité au cours de ces dernières années.

1) Les inquiétudes liées à la valeur du yuan, ainsi qu'à un atterrissage brutal de la Chine et à ses conséquences probables sur la Bourse font leur retour en force. L'atterrissage sera plus probablement chaotique que brutal, mais du fait du ralentissement de la croissance et de la fuite des capitaux qui se prolongent, cela n'apaise en rien l'inquiétude des investisseurs.

2) Les pays émergents sont confrontés à de graves difficultés dues au ralentissement chinois, à la fin du supercycle des matières premières, à la fin des [taux d'intérêt](#) zéro de la Fed (la Réserve fédérale). Beaucoup de ces pays souffrent de déséquilibres macroéconomiques, comme un déficit budgétaire couplé à un déficit des comptes courants. Ils doivent aussi faire face à une inflation à la hausse et à un ralentissement de la croissance. La plupart d'entre eux n'ont pas fait les réformes structurelles nécessaires pour relancer une croissance potentielle qui fléchit. Et la faiblesse de leur monnaie renchérit la valeur réelle des milliers de milliards de dette en dollars qu'ils ont accumulés au cours de la précédente décennie.

3) La Fed a probablement fait une erreur en mettant fin aux taux d'intérêt zéro en décembre. Aux Etats-Unis, une inflation plus basse que prévue (en raison d'une baisse supplémentaire du prix du pétrole) et un resserrement des conditions financières menacent la croissance et les attentes en matière d'inflation.

4) Beaucoup de risques géopolitiques qui couvaient de longue date sont sur le point de se matérialiser, notamment à très court terme, la perspective d'une guerre froide de longue durée (ponctuée de conflits par alliés interposés) entre les puissances régionales du Moyen-Orient - principalement entre l'Arabie saoudite à majorité sunnite et l'Iran à majorité chiite.

5) La baisse du prix du pétrole provoque la chute des titres sur les Bourses mondiales et des pointes de « spread de crédit ». Cela pourrait indiquer une faible demande mondiale plutôt qu'une augmentation de l'offre.

Le faible niveau du prix du pétrole nuit également aux producteurs d'énergie américains, dont les titres constituent une part importante de la Bourse américaine.

Il expose également les pays exportateurs nets d'énergie, les entreprises publiques et les firmes du secteur de l'énergie à des pertes sur [créances](#) et à des risques de défauts.

6) Les grandes banques mondiales sont confrontées à des bénéfices à la baisse en raison des nouvelles régulations mises en place depuis 2008, à la montée en puissance de la technologie financière qui menace leur mode de gestion déjà remis en question, au [recours](#) de plus en plus fréquent aux taux d'intérêt négatifs, à la montée des pertes dues au crédit sur des actifs douteux (l'énergie, les matières premières, les marchés émergents, les entreprises européennes emprunteuses en situation difficile) et au mouvement qui vise en Europe à les sauver en ponctionnant les déposants plutôt qu'en faisant appel à l'aide désormais limitée de l'Etat.

7) L'UE et la zone euro pourraient être à l'origine d'une crise financière mondiale au cours de l'année. Les banques européennes sont fragilisées. La crise des réfugiés pourrait conduire à la fin des accords de Schengen, voire à la fin du gouvernement de la chancelière allemande Angela Merkel.

Par ailleurs, la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE devient de plus en plus probable. Avec le gouvernement grec et ses [créanciers](#) qui sont une fois de plus sur la voie de l'affrontement, le risque d'une sortie de la Grèce pourrait réapparaître. Tout cela accroît le risque d'une désintégration de l'UE. Mais surtout, son environnement n'est pas sûr, avec des guerres qui font rage non seulement au Moyen-Orient, mais aussi en Ukraine (malgré les tentatives répétées de l'Union de parvenir à des accords de paix), tandis que la Russie se montre de plus en plus agressive aux frontières de l'Europe, de la Baltique aux Balkans.

Dans le passé, les risques extrêmes étaient plus sporadiques, les craintes concernant la croissance restaient des craintes et les mesures prises étaient énergiques et efficaces, ce qui fait que les phases d'aversion aux risques étaient brèves et que les prix des actifs retrouvaient leurs sommets précédents (voire les dépassaient)..

Les mesures qui ont permis d'arrêter et de renverser le cercle vicieux formé par l'évolution de l'économie réelle et le prix des actifs à risque perdent de leur efficacité. Et ce en raison d'un recours excessif aux mesures monétaires par rapport aux mesures budgétaires.

Deux mois désastreux pour les marchés financiers pourraient être suivis en mars par un rebond du prix de certains actifs comme celui des actions sur les grandes Bourses mondiales. Certaines grandes banques centrales (la Banque populaire de Chine, la Banque centrale européenne et la Banque du Japon) vont continuer sur la

voie du relâchement monétaire, tandis que d'autres (la Fed et la Banque d'Angleterre) resteront plus longtemps en position d'attente. Mais l'année qui vient s'annonce mauvaise pour les actifs à risque et se traduira par une croissance mondiale anémique.

Nouriel Roubini

Nouriel Roubini est président de Roubini Global Economics et professeur d'économie à la Stern School of Business de l'université de New York.

Pourquoi l'économie mondiale ne redémarre pas

Joseph Stiglitz / Chroniqueur - prix Nobel d'économie 2001, est professeur à l'université Columbia (New York) | Le 18/02 LesEchos.fr

[NYOUZ2DÉS: Joseph Stiglitz est, lui aussi, un "apôtre de la croissance infinie" (comme Bruno Colmant, par exemple). Il ne comprend donc pas que les ressources de la terre sont limitées et que la croissance "c'est terminé" (surtout à cause de pétrole). Voyons donc ce qu'il a à dire.]

Les politiques monétaires accommodantes adoptées partout dans le monde auraient dû relancer l'économie mondiale. Elles ont pourtant échoué. La raison ? Les taux d'intérêt bas n'ont pas profité à l'investissement.

de Joseph E. Stiglitz

En 2015, sept ans après le déclenchement de la crise financière mondiale en 2008, l'économie mondiale était encore en difficulté. Selon un rapport des Nations unies sur ses perspectives en 2016, le taux de croissance moyen a diminué de 54 % depuis la crise dans les pays développés. Le nombre de chômeurs y est estimé à 44 millions, une augmentation de 12 millions par rapport à 2007, tandis que l'inflation est à son niveau le plus bas depuis la crise.

Plus inquiétant, le taux de croissance des pays avancés est de plus en plus volatil. Les principales mesures adoptées durant l'après-crise - contraction budgétaire et relâchement monétaire « quantitative easing, QE » de la part des grandes banques centrales - n'ont que très peu stimulé la consommation des ménages, les investissements et la croissance. Au contraire, elles ont eu tendance à aggraver la situation.

Aux Etats-Unis, le relâchement monétaire n'a pas suffi à relancer la consommation et les investissements. Cela tient notamment au fait que la plus grande partie des liquidités supplémentaires est revenue dans le coffre des banques centrales sous forme d'un excédent de réserves. Pour sauver un secteur financier américain sur le point de s'effondrer, la loi d'urgence sur la stabilisation économique de 2008 a

autorisé la Fed à verser des intérêts sur les réserves dès le 1^{er} octobre 2008. Aussi l'excédent de réserves détenu par la Fed a-t-il grossi, passant de quelque 200 milliards de dollars en moyenne, durant la période 2000-2008, à 1.600 milliards durant la période 2009-2015.

Les institutions financières ont préféré laisser leurs fonds auprès de la Fed plutôt que de prêter à l'économie réelle, gagnant ainsi sans aucun risque près de 30 milliards de dollars au cours des cinq dernières années. Cela revient à une subvention généreuse de la Fed au secteur financier. Et avec la hausse des [taux d'intérêt](#) décidée par la Fed en décembre, cette subvention va augmenter de 13 milliards cette année.

Mais ce n'est pas seulement à cause d'incitations perverses que la baisse drastique des taux d'intérêt n'a pas porté ses fruits. Maintenu à des valeurs proches de zéro pendant presque sept ans, leur niveau aurait dû encourager les pays développés à emprunter pour investir dans les infrastructures, l'éducation et le social. Or le rapport des Nations unies montre clairement que malgré des taux extrêmement faibles, l'investissement privé n'a pas augmenté dans le monde développé. Dans 17 des 20 plus grandes économies, la croissance des investissements était plus faible après la crise de 2008 que dans les années qui l'ont précédée et, pour 5, d'entre eux les investissements ont diminué durant la période 2010-2015. Beaucoup d'entreprises ont emprunté pour profiter de taux d'intérêt très faibles. Mais, plutôt que d'investir, elles ont utilisé les sommes empruntées pour racheter leurs propres titres ou se procurer d'autres actifs financiers. Ainsi le relâchement monétaire a-t-il favorisé une augmentation marquée de l'endettement, de la [capitalisation boursière](#) et des gains du secteur financier.

Pour avoir l'effet désiré, le relâchement monétaire aurait dû s'accompagner non seulement de mesures destinées à restaurer les outils de crédit mis à mal (en particulier ceux dédiés aux PME), mais aussi d'objectifs spécifiques en matière de crédit bancaire. Au lieu de décourager en réalité les banques de prêter, la Fed aurait dû pénaliser celles disposant d'un excédent de réserves.

Si les taux d'intérêt ultrafaibles n'ont guère bénéficié aux pays développés, ils ont eu un coût significatif pour les pays émergents. Conséquence involontaire mais prévisible du relâchement monétaire, les flux de capitaux transfrontaliers ont augmenté brusquement.

Le flux de capitaux entrant dans les pays en développement est passé de quelque 20 milliards de dollars en 2008 à plus de 600 milliards en 2010. Beaucoup de ces pays ont eu alors énormément de difficultés à gérer cette manne. Les investissements fixes n'en ont pas beaucoup bénéficié. La croissance des

investissements dans les pays en développement a connu un net fléchissement dans la période qui a suivi la crise. Cette année, tous ensemble, ils devraient connaître pour la première fois depuis 2006 une sortie de capital nette à hauteur de 615 milliards de dollars.

La politique monétaire et le secteur financier ne remplissent pas leur rôle. Le flux massif de liquidités a servi à créer de la richesse financière et à gonfler les bulles d'actifs plutôt qu'à renforcer l'économie réelle. Malgré la chute du cours des actions un peu partout dans le monde, la capitalisation boursière reste élevée relativement au PIB mondial. Il ne faut donc pas négliger le risque d'une nouvelle crise financière.

Néanmoins, il doit être possible de restaurer une croissance inclusive et durable. Il faudrait pour cela réécrire les règles de l'économie de marché pour garantir une plus grande équité, réfléchir à plus long terme et contrôler les marchés financiers au moyen d'une réglementation efficace et d'incitations appropriées.

Il y faudra aussi une forte augmentation des investissements publics dans les infrastructures, l'éducation et la technologie. Cette hausse devra être financée au moins en partie par la fiscalité : des taxes sur la pollution (notamment un impôt sur le carbone), sur les monopoles et sur d'autres sources de revenus qui ont envahi l'économie de marché et contribuent aux inégalités et à la faiblesse de la croissance.

Joseph E. Stiglitz

Joseph E. Stiglitz est prix Nobel d'économie et professeur à l'université Columbia de New York. Cet article, cosigné par Hamid Rashid, économiste aux Nations unies, est publié en collaboration avec Project Syndicate 2016

[La croissance ralentit dans l'OCDE document](#)

[Bruno Bertez 9 mars 2016](#)

<http://www.oecd.org/std/leading-indicators/CLI-Mar16.pdf>

Paris, 8 March 2016

OECD Composite Leading Indicators

The outlook points to easing growth in the **United Kingdom, the United States, Canada and Japan. Similar signs are also emerging in Germany.**

Stable growth momentum is anticipated in Italy and in the Euro area as a whole. In France, and India, CLIs point to stabilizing growth momentum.

The outlook for China remains unchanged from last month's assessment, pointing to tentative signs of stabilization, while in Russia and Brazil the CLIs point to a loss in growth momentum.

En Prime

La croissance du commerce international a ralenti de près de moitié en 2015 par rapport à l'année précédente, a indiqué mercredi la Banque mondiale en précisant que la cause en était essentiellement la faiblesse des économies émergentes.

La croissance du commerce mondial a atteint 1,7% en 2015 contre 3% en 2014, tirée à la baisse par la chute des prix des matières premières et l'«éclatement de la bulle chinoise». La baisse a été particulièrement accentuée dans la première moitié de l'année avant un redressement au second semestre.

La demande a également été moindre dans les économies développées mais ce sont les pays émergents d'Asie, qui représentent un quart du commerce mondial, qui ont été l'épicentre du ralentissement, indique la BM [banque mondiale].

Fort ralentissement du commerce international en 2015 a indiqué mercredi la Banque mondiale

Romandie, publié par: BusinessBourse Le 10 Mars 2016



La croissance du commerce international a ralenti de près de moitié en 2015 par rapport à l'année précédente, a indiqué mercredi la Banque mondiale en précisant que la cause en était essentiellement le coup de mou des économies émergentes.

Elle a atteint 1,7% en 2015 contre 3% en 2014, tirée à la baisse par la chute des prix des matières premières et la "transition vers un nouveau modèle de

croissance” de la Chine. La baisse a été particulièrement accentuée dans la première moitié de l’année avant un redressement au second semestre.

La demande a également été moindre dans les économies développées mais ce sont les pays émergents d’Asie, qui représentent un quart du commerce mondial, qui ont été l’épicentre du ralentissement, indique la BM.

Vous plaisantez j’espère ? Les exportations chinoises ont plongé de 25,4 % par rapport à l’an dernier !

“Des prix plus bas pour les matières premières ont réduit les revenus des pays qui les exportent et cela les a conduits à importer moins d’autres régions, comme la Chine”, souligne le rapport.

“Dans le même temps, le changement graduel en Chine d’une économie basée sur la consommation plus que l’investissement et le recul de sa production industrielle ont réduit les importations chinoises venant d’autres régions. Si les importations chinoises n’avaient pas baissé en 2015, la croissance des importations en volume dans le monde entier aurait été de 2,1% au lieu des 1,7% enregistrés”, indique-t-on de même source.

Mais cette transition de la Chine pourrait également annoncer une reprise du commerce international. La part de Pékin dans les importations de services est ainsi passée de 15% au début 2011 à 22% dans la première moitié de 2015, souligne la BM.

Source: [romandie](#)

Fitch Ratings abaisse ses prévisions de croissance mondiale en 2016, à 2,5 %

[Agence Ecofin](#) , Le 10 Mar 2016



L’agence de notation Fitch Ratings a abaissé, le 7 mars, ses prévisions de croissance mondiale pour 2016. Elle anticipe désormais une croissance mondiale

de 2,5% contre une précédente estimation de 2,9% publiée en décembre, en raison notamment de la baisse des investissements en Chine et d'un important recul des dépenses publiques dans les pays producteurs de matières premières.

Dans son nouveau rapport sur les perspectives économiques mondiales, Fitch prévoit une croissance de 1,7% en 2016 pour les économies développées, contre 2,1% en décembre dernier. Pour les marchés émergents, la croissance se limiterait à 4% contre 4,4% trois mois plus tôt.

«Les marchés émergents sont désormais à l'épicentre des chocs, d'autant qu'ils représentent 40% de la croissance globale, si bien qu'il est légitime de se demander si le monde va assister, à peu près pour la première fois de l'histoire récente, à une récession globale provoquée par ces mêmes pays émergents», a déclaré Brian Coulton, le chef économiste de Fitch. Ce risque est cependant extrêmement faible pour l'heure, selon M. Coulton qui souligne l'hétérogénéité des marchés émergents. Des économies comme l'Inde, la Pologne, la Turquie et la Corée du Sud sont en effet des importateurs nets de matières premières, ce qui devrait leur bénéficier compte tenu de la faiblesse des prix. La Chine est également dans ce cas, mais se retrouve confrontée à d'autres défis considérables, même si le pays semble disposer des ressources politiques suffisantes et d'une diversité des leviers de croissance suffisante pour éviter un atterrissage brutal cette année.

La Russie et le Brésil enregistreront, quant à eux, une récession cette année, avec des taux respectifs de -1,5% (contre +0,5% en décembre) et de -3,5% (contre -2,5% en décembre).

Fitch estime par ailleurs que le marché du travail demeure robuste dans plusieurs des économies développées, ce qui devrait, avec l'appui de l'impact des coûts de l'énergie plus faibles sur le revenu réel, soutenir la consommation des ménages dans les économies riches.

Sur un autre plan, l'agence anticipe un prix moyen du baril de Brent de 35 dollars en 2016 et de 45 dollars en 2017, contre respectivement 55 et 65 dollars précédemment.

Source: [agenceecofin](#)

Plus de 202 milliards de créances douteuses de banques en Italie

Boursorama Le 10 Mars 2016



Le montant brut total des créances douteuses des banques italiennes a encore augmenté en janvier pour atteindre 202,05 milliards d'euros contre 200,94 milliards d'euros le mois précédent, montrent les données publiées mercredi par la Banque d'Italie.

Ce montant a progressé de 9% sur un an en janvier, après +9,4% en décembre.

La valeur résiduelle de ces créances, qui prend en compte les provisions pour dépréciation constituées par les banques, a en revanche baissé à 83,61 milliards d'euros en janvier contre 88,95 milliards d'euros en décembre, ce qui reflète des provisions en hausse à la fin de l'année dernière.

L'effondrement des banques italiennes menace de faire plonger le système financier européen

Ces créances douteuses se sont accumulées durant une période de récession qui s'est étalée jusqu'à la fin 2014, pesant sur le bilan des banques et réprimant une activité de crédit qui serait bien utile pour étayer une reprise économique fragile.

Source: [boursorama](#)

« Pour le Brexit 45 %, la banque d'Angleterre se prépare ! Et vous ? »

Charles Sannat 10 mars 2016

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Je dois vous l'avouer... Un tel résultat le 23 juin prochain et je ferai partie de ceux qui ouvriront une bonne bouteille de vin pour fêter ce bel événement.

Mon côté franchouillard sera ravi de voir la perfide Albion et ses anglo-saxons s'écarter des instances dirigeantes européennes.

Mais surtout, nous allons pouvoir amorcer enfin le processus de destruction mortifère de cette Europe qui, je le dis et le répète, est la négation même de la démocratie, du droit des peuples à l'autodétermination et de choisir notre avenir.

Cette Europe que je dénonce sans cesse est à la merci des lobbies, et de la corruption. Cette Europe n'est pas celle de la paix et de la fraternité entre les peuples, "unis dans leur diversités" mais celle du totalitarisme marchand. Voir cette Europe vaciller ne peut que me réjouir car notre rebond comme les anglais semblent les premiers à le comprendre ne pourra passer que par notre souveraineté retrouvée.

Cette souveraineté retrouvée permettra de gérer à des échelons nationaux des problèmes que les faits nous montrent bien comme ingérables au niveau européen. Prenez le simple cas de la crise des migrants... l'Europe en est rendu comme le disait très justement Marie-Noelle Lineman à vouloir payer le racket turc pour que la Turquie daigne faire face à ses propres responsabilités le tout dans une faiblesse sans limite.

Prenez le simple cas de l'euro qui est à l'économie ce que Schengen est à l'immigration à savoir un immense machin théorique qui se fracasse sur la réalité au premier coup de vent.

L'euro ne peut pas fonctionner parce que l'Europe n'est pas un pays avec une union de transferts. Pour que l'euro soit viable, il faut qu'il y est soit beaucoup plus d'Europe soit plus d'Europe du tout... enfin, nous pouvons garder la libre circulation dans certaines limites (d'ailleurs regardez les contrôles aux aéroports, la libre circulation n'est qu'un concept dans la tête d'europhiles).

Au moment même où le mécontentement pousse les gens dans la rue au sujet de la loi El-Khomri qui la pauvre fille n'est là que pour servir de fusible à des mamamouchis qui lui tiennent la plume et lui soufflent dans l'oreille jusqu'au moindre mot qu'elle prononce ce qui la rend encore plus pathétique et touchante, je vous délivre dans cette édition un petit rappel salutaire en vous citant source à l'appui évidemment, les recommandations de l'Europe qui demande ces changements dans notre droit du travail. Ce n'est pas la démocratie, c'est le diktat de nos commissaires (politiques) européens.

Si le Royaume-Uni sort de l'Europe, alors les anglais, parce que le soleil se lèvera quand même le lendemain sur île, que ce sera difficile, qu'il y aura des problèmes à surmonter et des défis à relever, mais ils prouveront au monde entier et surtout aux européens qu'il y a une autre vie après l'Europe, une autre vie est possible non pas sans l'Europe mais sans cette Europe-là!!

En exclusivité pour vous, les derniers sondages en provenance de Londres!

Je n'entends pas grand monde, oyez, oyez, quelles sont les tendances en Angleterre? Rien, pas un mot sous no latitude. Le referendum anglais est ignoré.

Comment le traiter? Comment expliquer ce rejet? Quelle propagande mettre en place pour contenir les envies de plus en plus pressantes de tous les peuples, contre les dirigeants de sortir de cette Union Européenne? Pour le moment ils n'ont aucune réponse à porter et n'en auront jamais aucune, puisqu'ils ont une logique uniquement européenne, fédéraliste, mondialiste, libre-échangiste, et... anti-démocratique. Ils n'ont donc rien à proposer. De l'URSS à l'UERSS ces empires ne peuvent que connaître des effondrements et la dissolution pure et simple, car aujourd'hui plus personne ne croit plus en cette fiction imaginaire qu'est l'Europe.

Malgré la chute de la monnaie anglaise, les britanniques font preuve de leur flegme légendaire et ne semblent pas être touché particulièrement, en tout cas, cela n'impacte pas leurs intentions de votes qui pour le moment sont très claires et sans ambiguïté.

Derniers résultats du sondage

Les disparités sont très fortes entre les anglais d'Angleterre et ceux hors Royaume-Uni. Les uns souhaitent très majoritairement le Brexit tandis que les seconds y sont majoritairement opposés.

Au global, 45% des anglais souhaitent sortir de l'Europe et 55% y sont défavorables.

Il va donc falloir scruter ces deux prochains mois les dynamiques à l'œuvre car la campagne n'en est qu'à ses débuts et tout est encore possible dans les deux prochains mois. Car 45% pour la sortie alors que tout ce qui compte au Royaume-Uni se succède dans les médias pour prôner la bonne parole européiste c'est un excellent score.

La Banque d'Angleterre se prépare à l'hypothèse Brexit

Pendant ce temps la banque centrale anglaise se prépare comme par hasard au Brexit comme l'annonce cet article de l'AGEFI

“Accusé par les uns de répéter les arguments pro-européens et pressé par les autres de souligner les dangers d'un Brexit, Mark Carney, gouverneur de la Banque d'Angleterre, s'est retrouvé hier face à des parlementaires particulièrement pugnaces lors de son audition devant le comité du Trésor. Le canadien, interrogé sur la position de la BoE concernant les coûts et bénéfices de l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne, a dû défendre l'indépendance de la banque centrale face au gouvernement et a souligné l'absence de prise de position sur le vote de la part de l'institution.

S'il n'a pas détaillé les mesures envisagées par la Banque d'Angleterre pour assurer la stabilité de l'économie en cas de Brexit, l'institution a annoncé qu'elle proposerait trois opérations de refinancement supplémentaires autour du référendum fixé le 23 juin afin d'assurer de la liquidité aux banques. Ces injections illimitées se tiendront les 14, 21 et 28 juin. Mark Carney s'est de son côté montré confiant en la capacité de la Banque d'Angleterre à remplir ses objectifs quelle que soit l'issue du référendum".

La réponse de la BoE la Bank Of England, sera donc comme à chaque fois, ce qui manque profondément, vous en conviendrez, d'originalité, une quantité illimitée d'argent tout fraîchement imprimé...

Et vous, qu'allez vous faire pour vous préparer?

La sortie de l'Europe de l'Angleterre serait un séisme beaucoup plus politique qu'économique bien que disons-le pour le moment rien n'est jouée évidemment, mais l'espoir d'un Brexit n'a tout de même pas entièrement disparu.

Dans une telle hypothèse comme je le disais, malgré des difficultés plus ou moins grande, le soleil se lèvera tout de même le lendemain. Cela rendra donc la tentation grande pour les autres population de choisir de mettre fin à l'horreur européenne plutôt que de subir une horreur sans fin.

Ce n'est donc pas à la sortie du Royaume-Uni de l'Europe qu'il faut se préparer, mais à un risque accru d'explosion de la zone euro toujours prise dans ses propres contradictions.

En réalité l'Europe est paralysée et les institutions tournent en rond, incapables de régler les véritables problèmes.

Le retour aux souverainismes s'accompagneront évidemment de chocs monétaires majeurs, raison pour laquelle vous devez vous désensibiliser à la monnaie. Je vous le répéterai inlassablement. Investissez dans des actifs tangibles.

En attendant mes chers amis, préparez-vous, il est déjà trop tard !

La BCE ne décevra pas jeudi, affirment de nombreuses sociétés de gestion

C'est un article qui évoque ce que pourrait annoncer Mario Draghi, le grand chef de la BCE, aujourd'hui avec plein de super bonnes idées pour déverser encore plus d'argent gratuit dont, au cœur, des taux négatifs encore plus négatifs.

En effet, il est évoqué une augmentation des rachats d'obligations en hausse de 10 milliards d'euros par mois et le passage des taux d'intérêt de -0,3 % à -0,4 % !

Vous allez aimer l'impôt de la BCE sur votre épargne.

Encore une fois, cela ne relancera rien, on masque juste par des taux négatifs l'insolvabilité généralisée du système européen. D'ailleurs, toutes les zones en faillite sont en taux négatifs, à savoir le Japon et l'Europe.

C'est pour le moment (et plus pour très longtemps) moins vrai pour les États-Unis.

Charles SANNAT

« Les spéculations vont bon train parmi les gérants sur les lapins blancs que Mario Draghi, alias "Super Mario", pourrait sortir de son chapeau jeudi.

Le monde de la finance trépigne d'impatience en attendant les déclarations de Mario Draghi jeudi prochain. Le consensus des analystes est assez unanime sur ce que l'on peut attendre de la part du président de la BCE. Pour de nombreux commentateurs, « Super Mario » ne décevra pas.

Mario Draghi avait prévenu en janvier dernier que la BCE allait « réexaminer » sa politique monétaire en mars pour répondre au risque déflationniste persistant en Europe. D'où une intense spéculation des sociétés de gestion sur ce qui pourrait être annoncé jeudi prochain.

« Avec une inflation en baisse sur 1 an (-0,2 % en février) et des anticipations d'inflation qui se sont considérablement affaiblies au cours des derniers mois, les marchés attendent beaucoup de la prochaine réunion de la Banque centrale européenne programmée pour jeudi 10 mars », résume Franck Dixmier, directeur des gestions obligataires d'Allianz GI.

Un scénario se dégage clairement pour jeudi 10 mars

Les anticipations des sociétés de gestion sont proches de l'unanimité pour le scénario de jeudi prochain. La plupart d'entre-elles ont rejoint le point de vue déjà exposé par Goldman Sachs la semaine dernière.

Deux éléments sont particulièrement attendus : une baisse du taux de dépôt, à -0,4 % contre -0,3 % actuellement, et une augmentation du montant mensuel de rachats d'actifs de 10 milliards d'euros supplémentaires, passant donc de 60 à 70 milliards/mois dans le cadre du plan de relance (« quantitative easing ») lancé il y a exactement un an.

« Une augmentation du programme d'achat d'actifs de 10 milliards d'euros, pour atteindre un montant mensuel de 70 milliards, est largement anticipée par les principales banques européennes et américaines » confirme la société de gestion Mirabaud AM, qui ne remet pas en cause ce consensus.

L'éventualité d'une prolongation du « QE » jusqu'en mars 2017 fait débat. Cette prévision, envisagée par Goldman Sachs, est reprise à l'identique par Generali et Quilvest AM, mais Mirabaud AM juge cette éventualité « peu probable à ce stade ».

[Lire la suite directement sur le site de Boursorama ici](#)

Rupture...

Patrick Reymond 9 mars 2016

Les loyers baissent dans 70 % des grandes villes, et, là où cela monte, souvent la baisse avait été forte l'année dernière.

Le marché de la location est donc comme le marché de la vente, avec le vent en poupe grâce à une baisse des prix qui peut être carabinée, malgré la modestie affichée des taux de baisse.

1 % de baisse globale, cela veut souvent être traduit par - 10 % ou - 20 %, ou pire.

L'immobilier est un puissant câble, soutenant la stabilité sociale. Celui-ci montre, indubitablement, des signes de fatigue et d'usure, montrant que lui aussi peut casser net à tout instant.

Une fois le locataire parti, qui donc va le remplacer, parce que le solvable ne court pas les rues, avec plus de 50 % de propriétaires. Avec la loi de la connerie maximale et exponentielle, on va rire. Valls, Hollande et l'UE me font penser à un canard sans tête qui continue de marcher.

Une bande de crétins veut simplement supprimer la demande solvable.

Et cette rupture a des conséquences politiques importantes et en aura en 2017, face aux "bons sentiments", européistes et immigrationnistes de la classe dirigeante.

Dans un climat de dégradation totale, d'ailleurs, l'inexistence de marché immobilier peut totalement geler la baisse. Moi, ce que j'ai entendu, c'est qu'à 3, 4 ou 5 euros le m², il n'y avait pas de demande...

Ce mouvement, parti du rural, métastase de loin en loin. Comme les molécules échauffées, les 24 euros le m² du marché parisien ne sont dû à rien d'autre qu'à cet échauffement, causé par l'entassement, et des voies de communications, dont le caractère vétuste s'accroît de jours en jours.

On peut rigoler d'ailleurs de plus en plus, devant la réaction des autorités sur le "Paris 1910". On va dépenser moins d'un million d'euros pour penser un événement pour lequel on n'a pas un rond pour le préparer, ou du moins, des

budgets tellement lights que cela en est ridicule.

D'ailleurs, là aussi, c'est une falaise de Sénèque. Il sera moins coûteux de laisser détruire la ville que d'essayer de prévenir la catastrophe. Et moins coûteux de déplacer une population ayant tout perdu, que de reconstruire.

D'ailleurs, en ce qui concerne le [pourrissement politique](#), les primaires US sont un exemple éclatant : on se presse aux primaires républicaines, qui met en tête Trump, puis Cruz, tellement haï par l'establishment politique que les candidats "politiquement corrects", sont plus que marginalisés, et c'est la chute de participation aux primaires démocrates, où hillary ne s'appuie que sur le vote ethnique des noirs, qui visiblement, n'ont rien compris au personnage, sa bassesse, sa veulerie vis-à-vis des puissants, et sa dureté vis-à-vis des petits. Mais ils sont contents.

D'ailleurs, le résultat est étonnant : le sud blanc est devenu quasiment totalement républicain, et le sud noir, totalement démocrate. Et la classe politique noire démocrate, chargée de gouverner des bantoustans qui ne disent pas leur nom. Sans oublier, bien sûr, le taux de remplissage des prisons par des noirs, qui sont une variation des lois jim crow, qui avaient au moins l'avantage de ne pas se cacher...

On a voulu faire la déségrégation des bus. Mais il n'y a plus de bus, ou très rarement aux USA...

Donc, le Michigan a donc voté tout à fait logiquement, pour un candidat protectionniste, plutôt que pour les jean-foutre libre échangistes, qui ont laissé s'envoler les usines en Chine. Jean-foutres, qui, de plus, clament haut et fort que cette politique est géniale, et qu'elle profite à tous.

A Flint, c'est devenu très simple d'assassiner quelqu'un qui ne vous revient pas : on lui paie à boire...

L'effondrement économique des infrastructures et de l'immobilier, implique, elle aussi, la transformation politique. Le "classe moyenne", devenu "redneck", contre ce qui reste de bobos, avec leurs alliés des minorités.

Demain, tous confédérés...

Intérêts négatifs : du déposant au contribuable ?

Posté le 9 mars 2016 par *Bruno colmant*

On le sait : depuis une année, la BCE s'est engagée dans la mise en œuvre d'un immense assouplissement monétaire (qualifié de quantitatif) destiné à susciter une ré-inflation de nos économies, face aux persistantes tendances déflationnistes.

Jusqu'à ce jour, les effets sont médiocres. Et pour cause : ces mesures monétaires servent essentiellement aux Etats (et donc indirectement aux contribuables) qui ont trouvé auprès de la BCE un créancier complaisant à des conditions anormalement basses. Différentes études académiques confirment incidemment cette intuition. Si les taux d'intérêt deviennent négatifs, c'est aussi pour assurer un financement étatique à des conditions exorbitantes.

Mais que se passera-t-il lorsque ces mesures exceptionnelles arriveront à leur inévitable terme, qui sera – à mon avis – antérieur à l'atteinte d'un retour à une inflation de 2 % ? Nous assisterons alors à l'émergence d'une répression financière : les Etats contraindront (de manière régulatrice) les banques et les compagnies d'assurances à financer leurs dettes à des conditions artificiellement basses. Cette situation se répercutera sur le rendement des créanciers et actionnaires de ces institutions financières. Le coût de la dette publique sera donc absorbé par les déposants et les titulaires d'assurances à long terme au bénéfice des contribuables.

Assistons-nous au déclin de la mondialisation?

Audrey Duperron (Daniel Gros) Express.be 9 mars 2016

L'année dernière, la Chine a annoncé que ses exportations avaient baissé, une première depuis la fin des années septante du siècle dernier. Ce n'est pas tout: le commerce mondial s'est réduit en valeur en 2015. L'indice Baltic Dry index, le principal indicateur du transport maritime en vrac, est tombé à son plus bas niveau historique, ce qui signifie que les marchés n'anticipent pas de reprise. Doit-on en conclure que la mondialisation est en déclin, se demande Daniel Gros, Directeur du Center for European Policy Studies basé à Bruxelles, sur le site du Project Syndicate.

Les cours des matières premières



Gros explique qu'il faut examiner les cours des matières premières pour comprendre ce phénomène. Lorsque leurs cours étaient élevés, les matières premières ont stimulé le commerce mondial, et suscité des débats concernant l'avancée de la mondialisation.

Mais en 2012, le cours des matières premières a commencé à s'effriter, et cela a entraîné une baisse du commerce mondial, notamment en valeur.

En effet, ces matières entrent dans la composition de biens finis, et elles représentent une certaine proportion de leur coût de production. Lorsque leur cours augmente, comme cela s'est produit au cours de la première décennie de ce millénaire, ce coût de production proportionnel augmente en conséquence, ce qui signifie qu'il faut vendre plus de ces biens pour couvrir le surcoût supplémentaire. Mécaniquement, lorsque le cours des matières premières baisse, comme on le constate depuis les années 2012, 2013, le coût de production des biens finis se réduit, et il n'est plus nécessaire d'en vendre autant pour couvrir les coûts de production. Ainsi, une baisse du cours des matières premières entraîne une baisse des exportations et du commerce mondial en valeur, mais aussi en volume.

Or, la nourriture, les carburants et les matières premières représentent environ 25%

des échanges mondiaux, et les variations de leurs cours ont donc une influence sensible sur le commerce international.

Les chaînes de valeur mondiale



Cependant, la mondialisation ne se résume pas au commerce international: elle concerne aussi les transactions financières internationales et le tourisme, mais ces activités sont aussi liées au commerce, car elles ont contribué à créer des chaînes de valeur internationales. Celles-ci font référence à un découpage des activités de production, ce qui implique que les différents processus qui interviennent dans l'élaboration d'un produit fini peuvent être réalisés dans des pays différents, grosso modo, ce qu'on a qualifié de "délocalisation" dans nos pays.

Et ce phénomène est bien plus réduit qu'on ne pense, affirme Gros. Il rappelle que selon l'Organisation mondiale du commerce, la part fabriquée à l'étranger des biens finis exportés par les pays développés (Etats Unis, Europe) ne représente que 15% de leur valeur.

En revanche, cette part est plus importante pour la Chine, puisqu'elle s'est convertie en pays d'assemblage, et qu'à ce titre, elle importe une grande partie de la valeur des biens (matières premières, pièces détachées) qu'elle transforme en produits finis. Mais comme le pays produit de plus en plus lui-même les composants de ces produits, cette part devrait se réduire. Ceci implique que la Chine participera de moins en moins au commerce mondial... et qu'elle alimentera donc le déclin relatif de la mondialisation.

Si les cours des matières premières se maintiennent à leurs bas niveaux actuels, dans les prochaines années, nous devrions assister à une stagnation du commerce international, qui pourra s'analyser comme un rééquilibrage du commerce entre les

pays émergents et les pays développés, conclut Gros.

Les riches méritent ils leur fortune?

Bruno Bertez 10 mars 2016

Le texte ci dessous examine un thème qui est sous jacent à tous mes écrits: les riches méritent ils tout ce qu'ils ont?

Comment justifier un choix très favorable au capitalisme dans un monde ou les riches, en fait, font des fortunes scandaleuses par ... la socialisation de la monnaie, des taux, par l'accaparement de l'état, bref, par l'ensemble de ce que dénonçons sous le nom de financiarisation?

Comment concilier mon soutien au capitalisme et ma dénonciation permanente de sa perversion kleptocratique, ploutocratique, « crony »?

Ma réponse s'articule autour des points suivants.

-Je place la liberté au dessus de tout, comme valeur suprême, non comme une donnée mais comme but, sens de la vie. Au dessus de la sécurité. La liberté n'est pas antagonique de la justice, à condition de bien réfléchir sur ce que l'on appelle justice. Je suis propriétaire de moi même, même si je naît en société et le produit de moi même, le produit de mon travail m'appartient, d'ou le lien irréductible entre liberté et propriété.

-je préfère que le capital, les investissements soient alloués par des individus nombreux qui sont en concurrence entre eux , plutôt que par une Nomenklatura autoproclamée, cooptée qui a toujours tendance à étendre ses pouvoirs sans sanction et à restreindre les libertés de ceux qui ne font pas partie de cette « élite ». Là, c'est la critique du socialisme réel et du dirigisme qui me semble déterminante. De quel droit , de quelle légitimité, de quelle science cette Nomenklatura s'autoriserait-elle? D'ou tiendrait elle sa morale, sa sagesse, sa sainteté?

-Le système capitaliste n'est pas un système d'accumulation sans fin , au contraire, sans cesse les fortunes se font et se défont par le progrès , l'adaptation, la concurrence; bref par la destruction créatrice. La destruction créatrice est le pilier du système, de son efficacité et de sa légitimité. L'économie ici, rejoint la morale. Ce n'est que parce que les riches ont pris le contrôle des banques centrales et du pouvoir politique qu'ils sont en mesure d'imposer des politiques qui acceptent la destruction des avantages acquis des salariés, mais refusent la destruction des avantages acquis des capitalistes. Si les politiques monétaire étaient orthodoxes, alors la destruction créatrice, ferait son oeuvre, la sur-accumulation injuste et infondée, serait impossible. Le système s'est enfoncé dans la dissymétrie qui

consiste à être dur avec les travailleurs et en même temps complaisants avec les capitalistes , c'est cela qui rend illégitime le capitalisme devenu pervers. La socialisation des pertes et la privatisation des profits sont devenues structurelles, mais ce n'est pas le capitalisme qui est en cause, c'est sa version financière fondée sur la collusion.

-le système capitaliste s'est perverti et nous sommes sortis de sa justification historique. Le capitalisme s'est détourné de la production de richesses pour ne s'intéresser qu'à ses dérivées, l'écart, la différence qu'il peut mettre dans sa poche. Avant, le capital, l'épargne permettaient produire des biens ou des services. Si ce processus de production était efficace; il en résultait un profit, un résidu, lequel par le réinvestissement faisait grossir le capital. Peu à peu le système a glissé, le résidu est devenu primordial, tyrannique. Le capital a glissé, il s'est donné comme objectif non plus le produit, la production de biens et de services, mais la production, quel qu'en soit le prix de profit. Puis il s'est aperçu que ce profit ne procurait pas un très gros enrichissement en lui même et en revanche il a compris que la vente sur le marché boursier de cette « production de profit » pouvait se faire à un multiple considérable, c'est à dire que l'on pouvait non seulement vendre le profit mais vendre « les espoirs de profits ». Le capital a cessé d'être fabriqué par l'épargne, l'investissement, le travail et la production, il s'est trouvé fabriqué par une alchimie complexe où la Bourse et les actions des banques centrales jouent un rôle essentiel .

Avant le capital produisait, maintenant il est produit. Il est fabriqué à la main et j'ajoute sans peur du paradoxe qu'à notre époque, le capital est fabriqué... à crédit. Il s'agit d'une alchimie complexe qui réunit une bande de complices, les gouvernements de droite et de gauche , les banques centrales, le système bancaire, les marchés.

Nous sommes loin de l'activité de l'entrepreneur, du capitaine d'industrie. Les fortunes ont moins de rapport à l'utilité sociale des biens et services offerts par le capitaliste et beaucoup plus à voir avec l'ingénierie financière, avec la proximité avec le politique, avec le cynisme et la corruption.

Obama au début de son mandat a affirmé, parlant aux capitalistes: « ce n'est pas vous qui avez fait tout cela », sous entendu, ce n'est pas à vos mérites que vous le devez. Et bien sûr, il avait raison. Le fait qu'il se soit « couché » plus tard est une autre histoire. En se financiarisant, en détournant à son profit le bien commun qu'est la monnaie/le crédit , le capitalisme se socialise, il converge avec son frère ennemi , le socialisme. Et les grands capitalistes vendent, livrent à la déchéance les petits, les classes moyennes, pour survivre sur leur dos. Ils ne se rendent pas

compte que, à long terme, politiquement ils se condamnent.

[LA "REPRISE" ÉCONOMIQUE EN IMAGES](#)



FMI: mise en garde contre les risques pesant sur l'économie mondiale

Publié le 9 mars 2016 à 11:00:29 par Tiger54 / 2 commentaires / 1 209 vues

Le FMI a mis en garde mardi contre les risques pesant sur la croissance économique mondiale et a de nouveau appelé à davantage d'actions concertées pour y faire... Lire la suite



Société Générale veut supprimer 550 postes en plus d'ici 5 ans

Publié le 10 mars 2016 à 14:00:15 par Tiger54 / 0 commentaire / 42 vues

La banque prévoit la fermeture de six sites de traitement des opérations clients, s'ajoutant à la suppression annoncée fin décembre de 2.000 emplois d'ici... Lire la suite



Belgique: Les marges des commerces sont en chute libre

Publié le 10 mars 2016 à 13:00:11 par Tiger54 / 0 commentaire / 173 vues

Les marges bénéficiaires (avant impôts) dans le secteur du commerce ont reculé en 2015 pour s'établir à un faible 1,53%, contre 1,97% l'année précédente.... Lire la suite



Siemens va supprimer 2500 emplois dans ses activités industrielles

Publié le 10 mars 2016 à 11:00:19 par Tiger54 / 1 commentaire / 311 vues

La société électronique Siemens souhaite réaliser des coupes dans sa division "Process Industries & Drives" (processus industriels). Quelque 2.500 postes... Lire la suite



Thami Kabbaj: Bientôt 50% de chômage ! Quel avenir pour l'humanité ?

Publié le 10 mars 2016 à 10:00:30 par Tiger54 / 5 commentaires / 824 vues

Selon les experts, les robots vont occuper les principaux emplois d'ici 30 ans. Le taux de chômage dépassera également les 50 % selon le professeur Moshe Vardis. Ces... Lire la suite



France: les défaillances d'entreprises en hausse à fin décembre

Publié le 10 mars 2016 à 06:00:42 par Tiger54 / 2 commentaires / 362 vues

Le nombre de défaillances d'entreprises cumulé sur un an a augmenté de 1,1% à fin décembre en France, à 63.108 contre 62.439 un an plus tôt, indique mercredi la... Lire la suite



La Banque de France abaisse sa prévision de croissance pour le 1er trimestre

Publié le 10 mars 2016 à 05:00:12 par Tiger54 / 0 commentaire / 402 vues

Pour l'institution monétaire, le PIB ne croîtrait que de 0,3% au premier trimestre en France, alors qu'elle tablait sur une hausse de 0,4%. Au quatrième... Lire la suite



Japon: la confiance des consommateurs chute, au plus bas depuis janvier 2015

Publié le 9 mars 2016 à 09:00:03 par Tiger54 / 0 commentaire / 243 vues

L'indice de confiance des consommateurs japonais a nettement diminué en février, retombant au plus bas depuis janvier 2015 après une récente embellie, selon des... Lire la suite



Japon: le PIB recule de 0,3% au 4ème trimestre 2015

Publié le 9 mars 2016 à 07:00:28 par Tiger54 / 0 commentaire / 290 vues

Le produit intérieur brut (PIB) du Japon a reculé de 0,3% au quatrième trimestre 2015 par rapport au précédent, selon les données révisées publiées mardi par le... Lire la suite



Botswana: les sociétés minières prévoient davantage de suppression d'emplois

Publié le 9 mars 2016 à 05:00:27 par Tiger54 / 0 commentaire / 270 vues

L'industrie minière botswanaise connaîtra d'autres suppressions d'emplois, après celles effectuées par African Cooper et Moolman Mining en fin 2015, en raison de la... Lire la suite



HPE va supprimer 1.000 emplois dans sa branche services au Royaume-Uni

Publié le 9 mars 2016 à 04:00:50 par Tiger54 / 0 commentaire / 409 vues

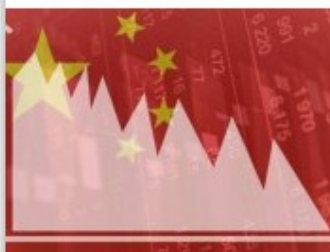
HPE va supprimer environ 1.000 postes dans sa branche services au Royaume-Uni révèle ChannelRegister qui a consulté un mémo interne de l'entreprise. Avec 780... Lire la suite



330 emplois menacés à Massy: le désarroi des ingénieurs de General Electric

Publié le 8 mars 2016 à 16:00:28 par Tiger54 / 1 commentaire / 935 vues

« Macron, t'es où ? » Les délégués syndicaux interpellent le ministre de l'Economie. Près de 300 salariés menacés de licenciement se sont réunis ce lundi à... Lire la suite



« En Chine, les faillites se sont accrues de 25 % en 2015 » (Euler Hermes)

Publié le 8 mars 2016 à 14:45:10 par Geopol / 2 commentaires / 660 vues

L'épouvantail chinois est de retour sur les marchés ce mardi avec la publication, au cours de la nuit, d'une chute des exportations chinoises de 25% en février 2016... Lire la suite



35% des revenus des Français proviennent d'aides sociales

Publié le 8 mars 2016 à 13:00:43 par Tiger54 / 16 commentaires / 1 000 vues

Le fait n'est pas nouveau mais vient d'être rappelé par un récent rapport de l'Insee : les prestations sociales constituent 35% du revenu disponible brut des... Lire la suite



Suisse: Les détaillants souffriront encore cette année

Publié le 8 mars 2016 à 09:00:00 par Tiger54 / 0 commentaire / 574 vues

Le vice-directeur du Secrétariat d'Etat à l'économie, Eric Scheidegger, livre des prévisions inquiétantes. Le cours plancher de l'euro par rapport au franc a été... Lire la suite

Jamais le bois ne pourra remplacer les énergies fossiles

Biosphere 09 mars 2016

La centrale thermique de Gardanne est la plus grande centrale à biomasse de France, 150 mégawatts, soit la consommation annuelle de 440 000 ménages. Pour calmer les craintes exprimées dans les zones forestières de PACA, le préfet de région a revu en 2015 le plan d'approvisionnement de l'industriel, réduisant la part régionale de la ressource forestière de 160 000 à 83 000 tonnes. On redoutait les dégâts d'une exploitation de la forêt de type minier, et la déforestation des paysages. On ne valorise pas la chaleur produite, l'efficacité énergétique de la centrale n'est que de 40 %. Quelques associations de défense de l'environnement ferrailent. sur le sujet de la pollution de l'air par le rejet de particules fines et dénoncent un ballet quotidien de 250 camions. Mais le maire (PCF) depuis 1977 aime voir les cheminées fumer car « *ça veut dire qu'il y a du travail* »*. Le parti communiste n'a pas appris à ses militants la complexité des mécanismes écologiques, on s'en tient au soutien des travailleurs qui travaillent.

Les commentateurs sur le monde.fr font bien sentir que jamais le bois ne pourra remplacer les énergies fossiles.

- Le bois n'a jamais été et ne sera pas une source viable d'énergie. La révolution industrielle a démarrée en substituant le charbon de terre au charbon de bois, les ressources forestières étant insuffisantes pour alimenter l'industrie naissante. Aujourd'hui le problème reste le même, et les espèces à croissance rapide plantées par les sylviculteurs (eucalyptus, acacia) finissent par appauvrir les sols et menacer la diversité des arbres..

- Les énergies renouvelables ne sont intéressantes que dans un système de production diffus. Penser méga centrale, solaire éolienne biomasse ou autre chose, est une hérésie. Le logiciel périmé de nos décideurs, nous mène dans un autre MUR.

- Nous semblons découvrir le revers de la médaille des énergies dites "renouvelables". C'est le commencement de la sagesse. Quel que soit le procédé, fut-il paré de toutes les vertus idéologiques, on ne produit pas 150 MW impunément et sans impacts. La seule énergie "propre" est celle que l'on ne produit pas.

- Cette matière première végétale serait mieux utilisée, pour le chauffage, dans des poêles à bûches (rendement, 80%).

- La centrale ne valorise pas la chaleur produite ! Cela veut dire que 60% du CO₂ produit accentue l'effet de serre ! Il serait intéressant de calculer les montants des externalités négatives de cette centrale.

* LE MONDE du 9 mars 2016, *Du charbon à la biomasse, la conversion contestée de la centrale de Gardanne*